

ON EN A PARLÉ

- **La Vignette** - La 7^{ème} saison confronte formes scéniques et jeux d'acteurs, entre théâtre de répertoire et écriture collective. Avec, à nouveau, des pépites à découvrir. Ouvert à tous . Présentation (L'Hérault du Jour du 1^{er} octobre).
- **Fusion - Montpellier** - L'UM1 et l'UM2 continuent d'exprimer largement leurs divergences sur la question dans la presse (20 mn du 30 sept, l'AEF et Direct Mtp+ du 1^{er} oct. Midi Libre du 3, qui illustre à sa façon la situation ..., et l'Hérault du Jour du 4).
- **Jeunesse et crise - Génération sacrifiée** - En 2 ans, le chômage de longue durée des moins de 25 ans a explosé de 72% (Le Monde du 1^{er} oct).
- **Education : un budget insuffisant pour relancer un système à bout de souffle** - L'augmentation du budget de 1,9% dans l'enseignement supérieur est moins importante qu'en Allemagne. Celle-ci souhaite consacrer 10% de son PIB à l'éducation contre 6,6% en France (Le Monde du 1^{er} oct).
- **Personnels administratifs : certains régimes indemnitaires « ne sont pas appliqués conformément à la réglementation » (AI-Unsa)** (AEF du 4 oct).
- **Retraites** - Alors que le projet de loi doit être discuté par le Sénat à partir du 5, **les syndicats ne désarment pas**. Et la mobilisation reste forte, après cette 4^{ème} journée (91 000 manifestants dans notre région). **Prochain rendez-vous le 12 octobre**, si le gouvernement ne recule pas. **Un journaliste américain tente de comprendre** pourquoi les Français sont si attachés à conserver leurs acquis. « Travailler moins pour davantage profiter de la vie : et s'ils avaient tout compris ? » (Le Monde-Dossiers & Documents d'octobre 2010, Midi Libre et l'Hérault du Jour du 3, Courrier International du 30 sept-6 oct).
- **Culture : un budget annoncé en hausse de 2,1%. Mais une hausse à double lecture**. Explications (Le Monde du 1^{er} oct).
- **Qui a tué le 7^{ème} art ?** Will Self, romancier britannique, mène l'enquête à Hollywood (Courrier International du 30 sept-6 oct).
- **Philo - La lenteur, une idée neuve ?** « Prisonniers du court terme, nous serions devenus incapables de diriger nos vies. Il faudrait ralentir pour réinventer la vie. Loin d'être propre à notre époque, cette idée est vieille comme le temps ... » (Marianne du 2 au 8 oct).

I.M.

Théâtre. La 7^e saison de la Vignette confronte les formes scéniques et les jeux d'acteurs, naviguant entre théâtre de répertoire et écriture collective.

De Diderot au Big Bang

Il faut le redire pour signaler la présence, cette année encore, de pépites théâtrales aux formes et aux contenus surprenants. La Vignette, située dans le campus de l'université Paul Valéry, n'est pas seulement un lieu réservé aux étudiants. C'est à la fois un espace de fabrication du théâtre où se croisent différentes écoles françaises et étrangères, où l'on fait beaucoup pour le partage et l'apprentissage scénique, et une salle de théâtre de 240 places aux tarifs anti-prohibitifs : 35 euros l'année pour le grand public et 15 euros pour les étudiants, les intermittents, les chômeurs.

Une partie de l'activité est donc tournée vers la formation. Le metteur en scène Marie-José Malis dirige un atelier gratuit et ouvert aux élèves de toutes les filières. Les participants vont plancher sur *La tétalogie d'Ahmed* d'Alain Badiou, farce philosophique transposant les *Fourberies de Scapin* dans la banlieue des années 80. « *C'est une analyse très actuelle des mécanismes politiques, et qui donne espoir car on ne peut pas être toujours dans la catastrophe et les lamentations* », estime Frédéric Sacard, le directeur de la Vignette. Une intelligence critique humaniste et souriante, c'est là tout l'art d'Alain Badiou.

Si la présentation du travail réalisé dans cet atelier fermera la saison en mai et juin 2011, la manifestation *Open* du 14 au 24 octobre, l'ouvrira comme son nom l'indique. Trois spectacles gratuits feront le focus sur la création étudiante : un Diderot par l'Ecole d'art dramatique de Saint Etienne, une création contemporaine de la troupe universitaire d'Urbino en Italie, et un Brecht par des étudiants de la Vignette.

La saison professionnelle

Six spectacles font l'affiche de cette saison où peuvent figurer les pièces



PHOTO DR

« *Le fils naturel ou Les épreuves de la vertu* » par l'école d'art dramatique de la Comédie de Saint Etienne, la saison s'ouvre avec un Diderot le 14 octobre.

d'anciens étudiants devenus professionnels. C'est le cas de *Woyzeck* du 17 au 19 novembre, œuvre inachevée de Büchner (mort à 23 ans du typhus) mise en scène par Marie Lamachère de la Cie Interstices. Pour restituer l'histoire de ce soldat, cobaye de la science qui sombre dans la folie jusqu'à tuer la femme qu'il aime, les artistes ont choisi de mettre le public en cercle et de vider la salle de ses sièges ! Le *Big Bang* de Philippe Quesne agitera l'actualité de la Vignette les 9 et 10 décembre. « *Cette pièce sans comédien mais avec un vidéaste ou une danseuse de Mathilde Monnier par exemple, fait un scan de notre société d'une façon tendre et poétique* », situe F. Sacard. Les 9 et 10 février, Marie José Malis, dont on va découvrir ici le 4^e spectacle, s'attaque à Pirandello avec *On ne sait comment*. Le metteur en scène opte pour la veine existentielle et sensible de ce dernier texte du dramaturge italien, entre masques et vérité. Le spectacle attendu du jeune collectif D'ores et déjà campera ensuite les débats politiques de l'après Révolution (Danton est mort et Robespierre va le suivre) avec *Notre Terreur* les 21 et 22 février. Enfin, les comédiennes Virginie Lacroix et Stéphanie Marc, sondant respectivement l'écriture de la Belge Béatrice Beck et le des tin tragique de Marilyn Monroe, dresseront deux singuliers *Portraits de femme* du 15 au 18 mars. Avec ces formes de théâtre très différentes, l'art de l'acteur sera comparable pièce après pièce, qu'il ait peu, ou beaucoup, de mots en bouche. « *Mes grandes émotions au théâtre c'est quand je sens la présence particulière d'un comédien* », confie F. Sacard.

ANNE LERAY

▲ La Vignette, route de Mende, 04 67 14 55 98.

MONTPELLIER

une ville-campus unique en France

Créé le 30.09.10 à 07h58 -- Mis à jour le 30.09.10 à 07h58

Atrium, un learning center comme à Glasgow. Pres

campus Le futur visage de l'université unique de Montpellier sera dévoilé dans quinze jours

Les six équipes composées d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes ou encore de sociologues qui ont répondu à l'appel d'offre pour dessiner le campus de demain, rendent leur copie le 12 octobre. Le meilleur ? « Celui intégrera ce campus à la ville de façon unique », souligne Patrick Tondat, le directeur général délégué à l'opération campus. Sur le plan de l'urbanisme d'abord. Pas question de répéter les erreurs des années 1970, qui ont vu pousser une multitude des barres d'immeubles. S'il faut raser, la priorité, c'est donc Triolet : « trop cloisonné ».

L'atrium, modèle unique de B.U. Dans cette démarche d'ouverture, une question se pose : comment relier l'UM2 et l'UM3, déchirées par la route de Mende ? « On aura tout compris si on transforme ce flux routier par une avenue moderne avec beaucoup de commerces, et pourquoi pas piétonnière » ajoute ainsi Patrick Tondat. Second axe de travail : la vie étudiante. L'atrium présage une révolution. Cette bibliothèque, d'une surface équivalente à celle de Richter, sera au coeur du campus. « Il y aura une salle de sport, mais surtout, une crèche : Qui dit que les étudiants ne seront pas autonomes plus vite qu'aujourd'hui ? C'est aussi une façon d'intégrer les chercheurs, les enseignants. Je veux que les gens se croisent : l'échange d'idée est indispensable à l'innovation » Et en la matière, Montpellier Sud de France se devra d'être dans le top 10.

caroline rossignol

le projet campus : deux dossiers bien distincts

1/ L'opération campus. C'est l'aménagement urbanistique de l'université unique Montpellier Sud de France. L'État y investit 325 millions d'euros, la région, 162,5 millions et la ville, 50 millions. (lire ci-contre) 2/ L'initiative d'excellence. Elle compile les projets, soumis à validation de l'État, des pôles d'excellence comme la chimie ou la santé. (lire ci-dessous)

« Il faut changer d'attitude. On fait bien rire à Paris »

Créé le 30.09.10 à 07h58 -- Mis à jour le 30.09.10 à 07h58

Dominique Deville de Périère Présidente du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur, le Pres, qui pilote la fusion des trois universités. La présidente de l'UM II, Danièle Hérin, ...

Dominique Deville de Périère Présidente du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur, le Pres, qui pilote la fusion des trois universités. **La présidente de l'UM II, Danièle Hérin, organise une conférence de presse ce soir en son nom propre. Cela vous choque ?** J'ai appris ça, oui. Je ne sais absolument pas de quoi elle va parler. J'envoie quelqu'un du Pres écouter ce qu'elle va dire. Les choses doivent se faire différemment. J'aurais préféré que les trois présidents d'université et moi-même fassions bloc. Je suis chargée de mission au ministère, je peux vous dire que j'entends ce qui se dit. On fait rire à Paris. **Les universités auraient dû rendre ces jours-ci leurs propositions pour l'initiative d'excellence. Que se passera-t-il si aucune n'est retenue ?** Grâce aux initiatives d'excellence, l'État pourra faire une cartographie de France des spécificités. L'atout de notre région, c'est notre université. Si on passe à côté, les organismes nationaux, tous présents à Montpellier, fermeront. On aura tout perdu. C. R.

Danièle Hérin la joue en solo

Créé le 30.09.10 à 07h58 -- Mis à jour le 30.09.10 à 07h58

« Il n'y a pas de querelles de personnes ! », clame la présidente de la faculté des sciences. « Les projets pour l'initiative d'excellence sont livrés depuis mi-septembre. C'est absolument faux de dire que les différends ralentissent le calendrier. Et ce serait grave ! ». Il y a donc bien « différends », et cela dure depuis deux ans. « Nous n'avons pas la même vision de l'université de demain ».

« **L'université doit gérer l'argent** » Plus précisément, sur le grand emprunt, de l'ordre d'un milliard d'euros si Montpellier convainc l'État avec son initiative d'excellence. « On pense que l'argent doit être géré par l'université, pas en dehors ». Comprendre, pas par le Pres, aux commandes duquel on retrouve l'ancienne présidente de l'UM1, Dominique Deville de Périère. « On fait peut-être rire à Paris, mais nous, on prend très au sérieux l'initiative d'excellence. » ajoute Danièle Hérin. Plus que la fusion des universités. « Je tiens jeudi une conférence de presse pour parler de Campus » annonce-t-elle. Quant à savoir si c'est au nom des trois universités et du Pres, réponse est laconique : « Non, pourquoi ? » C. R.

Domaine : **Enseignement supérieur**
Rubrique : Actualité - Université - Gouvernance -
ge : Politique de site

Fusion à Montpellier : « S'il y a blocage, j'en décline toute responsabilité » (Philippe Augé, Montpellier-I)



Philippe Augé, président de
l'université Montpellier-I

D.R.

« Je ne peux laisser sans réponse les propos tenus [par Christian Philip, recteur] qui dressent un tableau particulièrement négatif de la situation du site universitaire de Montpellier », déclare Philippe Augé, président de l'université Montpellier-I, dans une lettre adressée à la presse, samedi 25 septembre 2010 (AEF n°[137983](#)). « S'il y a blocage sur le site de Montpellier concernant la fusion, j'en décline toute responsabilité », explique-t-il. « Mon établissement veut respecter ses engagements pris en faveur d'une réelle université unique en 2012. » « Évoquer l'hypothèse d'une fusion repoussée à 2013, 2014 ou plus tard, ne serait qu'enterrer même l'idée de fusion. » Philippe Augé « regrette que le recteur n'ait pas évoqué le travail accompli depuis plusieurs mois par la communauté scientifique et universitaire pour déposer, dans les temps, des projets cohérents aux différents appels d'offre en cours. » Philippe Augé indique que le site montpelliérain a déposé des dossiers d'« équipements d'excellence » et qu'il travaille sur les autres appels à candidatures (laboratoires d'excellence, IRT, Satt, IHU).

Philippe Augé estime que la fusion doit intervenir en 2012. « Tout report de calendrier serait interprété comme une remise en cause de notre parole [donnée en 2008, lors du dépôt du dossier de l'opération campus], décrédibiliserait notre action et serait interprété comme une absence de volonté d'aller vers la fusion. » Il estime même que cela « nuirait à la crédibilité » du projet déposé dans le cadre de l'initiative d'excellence. Il insiste sur le fait que la gouvernance de l'université unique et celle de l'initiative d'excellence ne doivent pas être la même. **LE PRES N'EST PAS UNE COQUILLE VIDE** Dans sa lettre, Philippe Augé revient sur les raisons pour lesquelles il souhaite une université unique de type « loi LRU » : marges de manoeuvre laissées par les RCE et principes et socle de structuration garantis par la loi. Sur les questions du calendrier et du modèle juridique de l'université unique, Philippe Augé demande à Christian Philip, recteur, que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche « prenne des positions claires et explicites, ne pouvant pas laisser la place à des interprétations différentes ». En outre, « il est faux d'affirmer que le PRES Université Montpellier Sud de France (UMSF) n'est porté que par l'État et que les universités n'ont rien mis dans cette structure », déclare Philippe Augé. Selon lui, les universités ont mis à disposition du PRES cinq enseignants-chercheurs pour un tiers de leur quotité de travail. « La dotation que l'État verse au PRES pour son fonctionnement ne suffit pas à payer les rémunérations de l'équipe projet », constate le président de Montpellier-I. Il précise que ce manque évalué à un million d'euros sera compensé par les trois universités. Pour Philippe Augé, il est faux d'affirmer que le PRES est une « coquille vide », « sauf à considérer que le montage des opérations obtenues dans le plan campus ne représente rien ». **INITIATIVE D'EXCELLENCE : PRÉVOIR UNE GOUVERNANCE ADAPTÉE** Quant au grand emprunt, pour pouvoir espérer obtenir l'initiative d'excellence, « il convient d'élaborer un projet global d'excellence et de prévoir une gouvernance adaptée », souligne le président de Montpellier-I. « Il faut trouver un compromis dans le périmètre du projet global qui s'appuie sur toutes les forces d'excellence du site ». « Si les questions d'environnement et de biodiversité sont importantes, elles ne peuvent, à elles seules, constituer ce projet », rappelle Philippe Augé. Selon lui, un « texte de compromis définissant les contours et le périmètre du projet de Montpellier au titre de l'initiative d'excellence a été élaboré, arbitré et approuvé par les trois conseils d'administration ». « Il ne me donne pas entièrement satisfaction [...] mais je l'ai accepté car il permet d'avancer », poursuit Philippe Augé. Ce texte a permis d'élaborer une convention entre les trois universités pour établir un groupement de commande afin de recourir à un prestataire extérieur pour la rédaction définitive du projet. En outre, Philippe Augé souhaite une gouvernance « originale et novatrice » qui permette d'intégrer l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de recherche, les organismes de recherche, les acteurs privés et les collectivités territoriales. Il suggère que cette gouvernance prenne la forme d'une fondation de coopération scientifique ou un PRES aux missions et au périmètre redéfinis. « La gouvernance de l'initiative d'excellence ne peut pas s'effectuer au sein des seules universités. » **ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DANS L'OPÉRATION CAMPUS** Enfin, « il me semble évident que si, en 2008, le projet de Montpellier a été retenu dans le cadre du plan campus, c'est certes grâce à la qualité du dossier, mais c'est également grâce au soutien financier de la région et à l'engagement pris par nos trois établissements de fusionner », rappelle Philippe Augé. Il précise que s'il « ne lui appartient pas de juger du bien fondé de recourir aux PPP et de ne pouvoir utiliser, chaque année, que les seuls intérêts de la dotation de l'État », « il est évident qu'il est plus facile de conduire des opérations lorsqu'on dispose d'une enveloppe de 325 millions d'euros que de conduire les mêmes opérations en ne pouvant utiliser que les intérêts produits, soit 13 millions d'euros par an ».

Campus

GRAND EMPRUNT : UN MILLIARD D'€ PAR RÉGION

Le projet du Grand emprunt lancé par l'État comprend, sur 35 milliards d'€, 22 milliards d'€ pour le volet recherche et enseignement supérieur, soit un potentiel moyen d'un milliard par région. En Languedoc-Roussillon, ce montant correspond au poids économique actuel du secteur, masse salariale, équipements et projets compris. Or, le financement potentiel de l'État concerne exclusivement les projets. Être sélectionné permettrait donc de multiplier par 5 l'investissement annuel régional dans les projets de recherche et d'enseignement supérieur. En parallèle du projet campus, le positionnement à l'échelle internationale de Montpellier et sa région en matière de recherche est indispensable. La spécialité vers lesquelles s'orientent les universités de Montpellier porte sur l'Homme et l'environnement. En pointe dans les domaines de la médecine, des sciences du vivant, de l'eau, de l'environnement, de la chimie et des sciences et techniques, Montpellier a toutes ses chances.

MÉTÉO

Bon courage à Noé, 6 ans, petit Montpelliérain courageux qui se fait opérer ce matin à l'hôpital Necker

LA TEMPÉRATURE

LE CIEL

Matin

13 °C

Après-midi

23 °C



Journalistes otages en Afghanistan

Enlevés le 30 décembre 2009



Hervé Ghesquière



Stéphane Taponier

276^e jour de captivité

Direct Montpellier les soutient

FUSION DES UNIVERSITÉS / GRAND EMPRUNT UM2 : LE BRAS DE FER !

Danièle Hérin, présidente de l'UM2, a organisé hier une conférence de presse pour aborder certains sujets d'actualité comme l'avancée du plan Campus, mais aussi le grand emprunt et les initiatives d'excellence. Des dossiers sensibles qui sèment la discorde entre les facultés notamment dans la perspective de fusion. Petites explications, pour tenter d'y voir plus clair dans cette "guerre des universités".

« Ce que nous souhaitons tous c'est que l'université devienne véritablement autonome en étant maître de son patrimoine et en ne dépendant pas des crédits de l'État, commente-t-on à l'UM2. Pour cela, nous avons choisi, avec les laboratoires et organismes de recherche, de répondre à l'appel d'offre Initiative Excellence mis en place par l'État. Si ces projets sont retenus par l'État, alors le site de l'UM2 pourrait recevoir un milliard d'euros ». Bon jusque-là cela semble plutôt simple, mais c'est là aussi que tout se complique. « Pour recevoir cet argent, si nous sommes retenus, il y a une condition : proposer un modèle de gouvernance qui assure que les fonds publics issus du Grand Emprunt feront l'ob-



La présidente de l'UM2 veut repenser les modalités du processus de fusion.

jet d'une répartition équitable vers les projets d'excellence. Et ce qui pose problème c'est que la fusion des universités ne comprend pas la plupart des organismes qui portent ces projets. De ce fait, certains ont peur d'être oubliés ou tout simplement nous craignons que le système de gouvernance prévu dans l'état actuel des choses ne convienne pas aux consignes étatiques et que nous manquions ainsi la dotation. Et il est hors de question que nous passions à côté de cette

immense somme, poursuit-on à l'UM2. Nous ne sommes pas contre le rapprochement des universités mais nous ne voulons pas de n'importe quelle fusion. » Une fusion, oui, mais pas à n'importe quel prix voilà le message que l'Université des sciences tente de faire passer. « Il faut une gouvernance qui s'appuie essentiellement sur les sciences et techniques, les instituts de recherche et l'agronomie-environnement, car ce sont ces secteurs qui portent les 4/5e des projets d'excellence et grâce à qui le site pourrait bien recevoir 1 milliard. » L'UM2 occupe donc de fait une place centrale au sein de l'Initiative d'Excellence et entend bien le faire valoir, notamment lorsque les trois universités de la ville devront s'entendre sur une gouvernance. Et là, cela risque de coïncider. En effet, l'UM2 affiche clairement sa désapprobation quant au projet de fusion (de type LRU) car « elle manque l'objectif d'associer les organismes et les écoles, et ne permet pas de garantir la concentration des moyens en direction du périmètre d'excellence ». C'est pourquoi l'université de Montpellier 2 invite à repenser profondément les modalités du processus de fusion. Tout est dit ! •F.B.

PHILIPPE AUGÉ, PRÉSIDENT DE L'UM1

« HÉRIN FAIT CAVALIER SEUL »

En réponse à la conférence de presse de Danièle Hérin (voir ci-dessus), le président de l'UM1, Philippe Augé, a accepté de nous donner son sentiment.

DirectMontpellierPlus : D'après vous, Danièle Hérin se désolidarise-t-elle du projet de fusion des universités ?

Philippe Augé : Je ne peux pas affirmer que la présidente se désolidarise mais j'ai des doutes quant à son comportement et ses initiatives personnelles répétées. Quoi qu'il en soit, elle met publiquement en avant des divergences qui risquent de fragiliser l'image de Montpellier auprès de notre ministère de tutelle.

Pensez-vous qu'il faille repenser le mode de gouvernance ?

Il faut trouver une structure de gouvernance de site permettant d'associer l'université, les écoles, les organismes de recherche, les partenaires privés... Cela peut prendre différentes formes et parmi celles-ci

pourquoi pas un PRÉS au périmètre redéfini. Il ne s'agit que d'une hypothèse mais on pourrait élargir sa composition à de nouveaux membres et partenaires. Il faudrait aussi prévoir un outil de gestion de la dotation versée et cela pourrait prendre la forme d'une fondation de coopération scientifique. Ce que j'essaie de faire comprendre c'est que la fusion des universités et l'initiative d'excellence n'ont pas le même périmètre.

L'UM2 souhaite la fusion mais pas à n'importe quel prix. Qu'en pensez-vous ?

Personne ne veut s'engager dans n'importe quelle fusion. Actuellement il y a deux modèles juridiques possibles pour la future université : soit le modèle de l'université type LRU, soit le Grand Etablissement. Moi, je suis favorable au premier modèle.

Que pensez-vous de l'attitude actuelle de l'UM2 ?

Je ne parlerai pas de l'attitude de



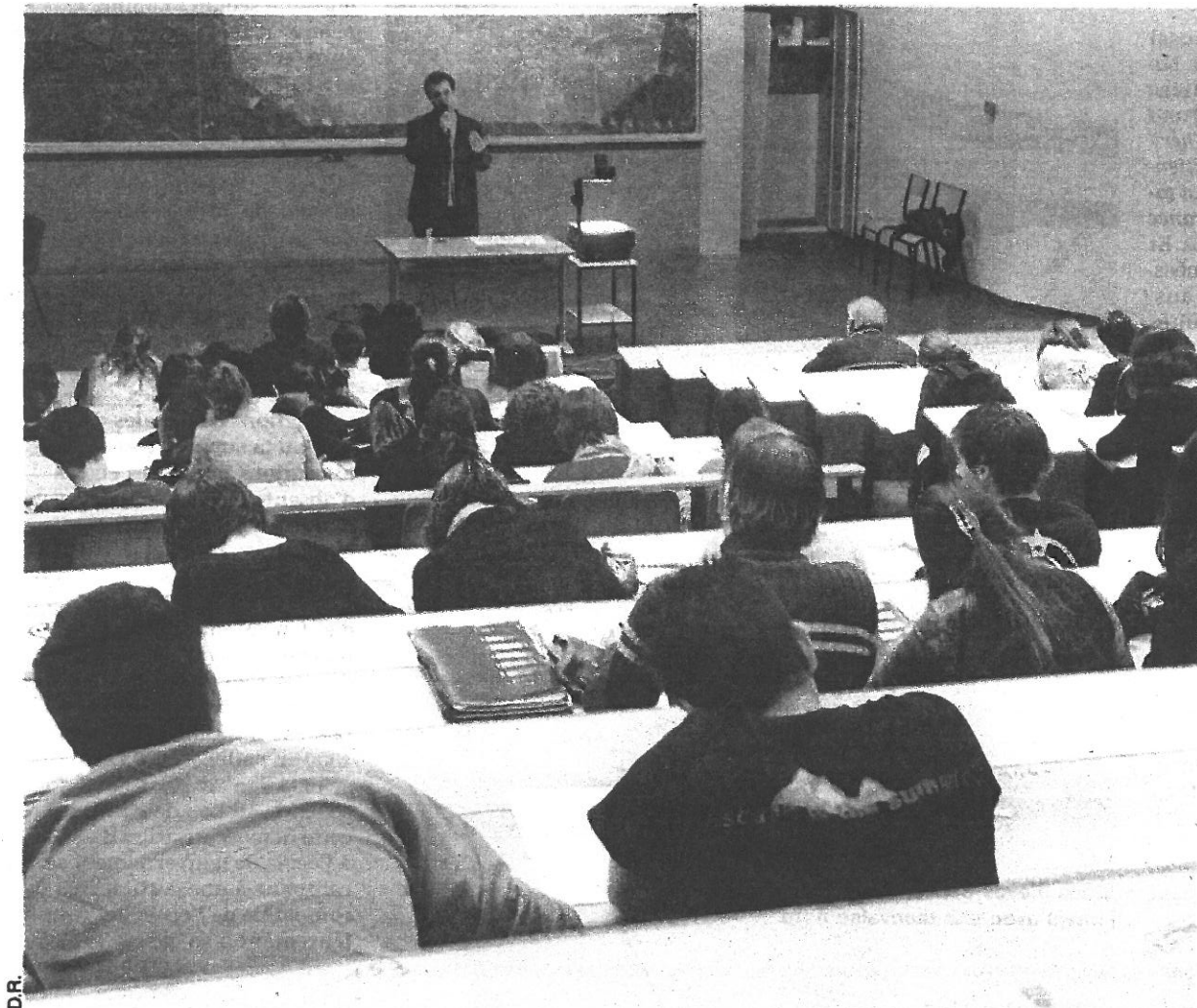
Philippe Augé monte au créneau.

l'UM2 mais plutôt de l'attitude de la présidente de l'UM2. La nuance est de taille car beaucoup de collègues de cet établissement ont une vision plus équilibrée et plus nuancée qu'elle. Je souhaite que la présidente comprenne qu'il est nécessaire qu'elle arrête de faire cavalier seul ! •Recueilli par Fanny Bessière

Dimanche 3 octobre 2010

Super-campus : une fusion pas encore totale





D.R.

UNIVERSITÉS Montpellier 2 à la recherche d'un compromis gagnant

La présidente Danièle Hérin refuse la solution "minimaliste" proposée par Montpellier 1 et 3 dans le sprint au concours d'initiative d'excellence. **PAGE 5**

Universités. La présidente de Montpellier 2 défend seule l'idée d'un grand établissement dans le sprint mal engagé au concours d'initiative excellence.

Danièle Hérin refuse un compromis a minima

■ Les trois universités de Montpellier ont bien paraphé une « déclaration de stratégie commune » le 13 septembre. Mais depuis, c'est encéphalogramme plat. Une habitude chez les universitaires pas vraiment réputés pour leur réactivité. Le problème c'est que le temps urge pour garder l'espoir d'être reçu au concours d'initiative d'excellence. Course dans laquelle les trois lauréates gourmandes du Plan Campus (Montpellier 1, 2 et 3) se sont lancées.

Pour conserver une chance de récupérer une partie du gâteau du grand emprunt (estimée à un milliard d'euros) promis par le ministère à 5 ou 8 sites de « renommée mondiale », Montpellier doit rendre une ébauche sérieuse de sa copie* au plus tard le 19 décembre. Oppressant quand on écoute Danièle Hérin anticiper les conséquences d'un éventuel échec. « Ce serait une catastrophe. Demain cette université n'est plus rien si on n'a pas l'excellence », tente d'affoler la présidente de Montpellier 2. Pour l'instant, les trois universités sont d'accord pour former ensemble l'université unique Montpellier Sud de France chère à Georges Frêche. Même si, suite aux récents doutes émis par le recteur, on ne cache plus que la fusion prévue au 1er janvier 2012 pourrait être repoussée.

Dialogue de sourds

Ce qui coince, c'est la gouvernance du projet. C'est-à-dire la forme choisie pour fusionner vers l'excellence. Pour résumer, Montpellier 1 et 3 sont favorables à la structure actuelle : celle de la controversée loi LRU que Montpellier 2 juge trop rigide en terme de représentation. Des critiques que les étudiants au-



En cas d'échec au concours d'excellence, « ce serait une catastrophe » pour l'université Montpellier 2 selon sa présidente.

raient bien aimé entendre il y a trois ans lorsqu'ils s'étaient battus seuls contre une loi qui vise à terme à privatiser l'université.

A l'instar des grandes écoles d'ingénieurs, l'université des sciences défend l'idée d'un grand établissement qui serait « plus souple et mieux adapté » dans l'optique d'un « système de conventions très fortes avec les organismes de recherche ». D'où le dialogue de sourds entre directions. « Ce ne sont pas des problèmes de personnes mais de vision d'universités », soutiennent Danièle Hérin et sa direction. D'un côté Montpellier 2 se dit ouverte au dia-

logue. De l'autre, elle tient à « garder [ses] spécificités voire [ses] privilèges ». Difficile de bousculer 200 ans d'histoire.

Surtout, la bicentenaire ne croit pas à la solution considérée comme simpliste de ses voisins de droit et de lettres. « Si la LRU permet l'excellence, on dit pourquoi pas. Mais on a beau tourner cette loi dans tous les sens, on est sceptiques », doute la présidente. Son bras droit Éric Bufenoir abonde, lui qui croit en une « stratégie gagnante sur des délais courts en s'appuyant sur les forces du campus ». Comprenez outre la fac de sciences, les trois IUT, l'école

Polytechnique, l'IAE et l'IUFM. Cette conviction amène le vice-président du CA à repousser l'idée d'un « compromis minimaliste » qui serait ficelé à la dernière minute. « Peu importe si l'accouchement est douloureux. Le résultat devra nous convaincre qu'il est gagnant », persiste-t-il.

Un appel d'offres vient d'être lancé. D'ici 15 jours, un cabinet d'expertise assistera Montpellier 2 dans son inextricable quête. Il n'y a plus qu'à espérer qu'il soit spécialisé dans la résolution des casse-tête administratifs.

REMY COUGNENC

▲ * Une lettre d'intention.

Les jeunes dans la crise, une « génération sacrifiée »

En deux années, le chômage de longue durée frappant les moins de 25 ans a explosé de 72 %

Le Monde
Vendredi 1^{er} octobre 2010

Avec ironie, Pierre-Antoine Marti appelle cela « une entrée en fanfare sur le marché du travail ». Le jeune homme de 27 ans a commencé à chercher un emploi en septembre 2008, « au moment où Lehman Brothers faisait faillite ».

Conséquence, deux ans de chômage. « J'ai été un témoin privilégié de la crise, poursuit-il. J'ai vu ce qu'elle a provoqué sur les gens. Moi-même, je m'y suis heurté de plein fouet. Ceux qui ont débuté leur vie professionnelle à ce moment-là étaient dans l'œil du cyclone : on se sentait complètement impuissant. Je lançais mes candidatures comme des bouteilles à la mer. »

Comme Pierre-Antoine Marti, de nombreux jeunes ont achevé leurs études au mauvais moment. Et ils n'en finissent pas de payer la note de la crise économique débutée en 2008. Dans cette catégorie de la population, le chômage de longue durée a explosé. Selon les chiffres de Pôle emploi, le nombre de jeunes de moins de 25 ans qui recherchent un emploi depuis un an au moins a augmenté de 72 % en deux ans. En juillet 2010, ils étaient 109 000 dans cette situation contre 64 000 deux ans plus tôt. Un jeune chômeur sur cinq est concerné.

« Je ne pensais pas être au chômage si longtemps », confie Solenne Wagner, 23 ans. Titulaire du d'un brevet de technicien supérieur (BTS) « assistant de gestion PME-PMI », la jeune femme cherche du travail depuis un an. « Ça s'éternise, soupire Irena Milutinovic, 26 ans, au chômage depuis qu'elle a décroché un master en traduction en 2009. J'ai fait tout ce qu'on m'a demandé en me disant que ça paierait... J'en veux un peu à mes profs, car ils ne m'ont pas préparée à cette situation. Au début, j'ai cru que je pourrais m'en sortir toute seule, mais il n'y avait pas d'offres sur Internet. J'ai déprimé. Je me suis inscrite à Pôle emploi, mais on m'a proposé un rendez-



Manifestation contre la réforme des retraites, le jeudi 23 septembre, à Paris. CORENTIN FOHLEN/FEDEPHOTO

vous trois mois plus tard ! Un vrai coup de massue. »

De plus en plus longue, cette marche vers l'emploi est aussi semée d'embûches. Nombreux sont ceux qui se plaignent de ne pas avoir été suffisamment préparés ni, ensuite, accompagnés par les organismes officiels. A 25 ans et demi, Valentin Moulinier totalise « un an et quatre mois de chômage ». A l'Ecole supérieure de commerce de Pau, où il a suivi ses études, « on m'a toujours dit que je n'aurais pas de problème à trouver un emploi, mais, quand j'ai été confronté à la réalité, je me suis aperçu qu'il y avait une grosse diffé-

rence avec les discours ! » Quant aux rendez-vous avec son conseiller de Pôle emploi, « ça ne m'a pas servi à grand-chose : on refaisait ce que je faisais seul chez moi ! » Le dispositif d'aide qui lui apporte le plus aujourd'hui, il l'a découvert lui-même, par hasard, et en a parlé à son conseiller...

Nombre de jeunes au chômage sont confrontés à l'exigence des entreprises. « J'ai répondu à des annonces qui proposaient un poste au smic, mais avec expérience, raconte Morgane Craye, 25 ans, diplômée à bac + 5. Quand je me présente, on me dit : "Vous n'avez effectué que des stages !" J'ai fait

plus de trois ans de stages, en effet... » Elodie Gérard, 22 ans, titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) « vente » est au chômage depuis 2008 et, faute de revenus, ne peut payer « ni l'assurance ni l'essence ». Elle bute sur le même problème : « Partout, on me demande de l'expérience. Mais je n'en ai pas ! »

L'attitude des entreprises pèse lourd dans la désillusion des jeunes. Exigences excessives, rebuffades, négligences... « Il y a un manque total de considération, confirme Pierre-Antoine Marti. L'entretien fini, plus de nouvelles ! Vous n'êtes plus rien. Ou plutôt si, l'emmerdeur... » Pas étonnant que cela génère, selon lui, « beaucoup de détresse » chez certains. Pas évident à l'âge de tous les possibles de trouver porte close.

Le chômage de longue durée pèse lourd sur le moral. « L'horizon s'éclaircit », assure pourtant l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), depuis son poste privilégié d'observation. Les offres repartent en flèche, dit-elle. L'APEC note « un léger regain d'optimisme en 2010 » (58 %, contre 52 % en 2009) chez les jeunes diplômés en recherche d'emploi et constate que « la crise leur fait moins peur ». Même si ceux qui recherchent un emploi sont nettement plus nombreux à trouver la situation révoltante (63 % contre 52 % pour ceux ayant un emploi), angoissante (62 %

contre 52 %) ou inquiétante (74 % contre 65 %).

Mais sur le marché du travail, on traîne souvent comme un boulet l'insertion trop tardive, la rémunération de départ trop basse. En outre, les jeunes frappés de plein fouet par la crise en 2009 se retrouvent aujourd'hui en concurrence avec la promotion qui suit. Frais émoullés, de nouveaux diplômés arrivent chaque année sur le terrain où s'embourbent leurs prédé-

« Je lançais mes candidatures comme des bouteilles à la mer »

Pierre-Antoine Marti
27 ans

cesseurs. Dans ce contexte, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer « une génération sacrifiée ».

« Si les entreprises ne s'engagent pas davantage à accueillir et former les jeunes, il y a un vrai risque », estime Sabine de Beaulieu, déléguée générale de l'Association jeunesse et entreprises. De son côté, le Bureau international du travail (BIT), pointant le record de 81 millions de jeunes de 15 à 24 ans sans emploi dans le monde en 2009, met en garde contre « le risque d'une "génération perdue" ».

Si l'on rapporte les 109 000 moins de 25 ans inscrits à Pôle

La France mal placée

Taux Selon l'Insee, 632 000 jeunes de 15 à 24 ans étaient à la recherche d'un emploi au deuxième trimestre 2010. Cela représente un taux de chômage de 23,3 % chez les jeunes actifs (-0,5 % sur un an). Le taux de chômage de l'ensemble de la population active était de 9,3 % au même moment.

Durée La dernière enquête de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) montre que la recherche d'emploi des jeunes diplômés s'allonge. Elle est en moyenne de 5,8 mois en 2010, contre 5,4 mois en 2009 et 4,8 mois en 2008.

Classement Avec un taux de chômage des jeunes actifs de l'ordre de 23 % en 2009, la France est bien en deçà de la moyenne mondiale, établie à 13 % des 15-24 ans par un rapport du Bureau international du travail (BIT), publié en août 2010. Dans les pays développés, le taux est de 17,7 %, de 23,7 % en Afrique du Nord, de 23,4 % au Moyen-Orient, de 8,9 % en Asie de l'Est, de 10,3 % en Asie du Sud et de 11,9 % en Afrique subsaharienne.

emploi depuis plus d'un an aux 2,7 millions de jeunes actifs, Bernard Ernst, directeur des statistiques, enquêtes et prévisions de Pôle emploi, estime que l'on ne peut parler de « génération sacrifiée ».

Fin août, évoquant l'effort du gouvernement pour promouvoir l'alternance, Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi, avait affirmé dans *Les Echos* qu'« il n'y (aurait) pas de génération sacrifiée, nous avons réussi à éviter ce syndrome. Sur un an, le nombre de jeunes chômeurs baisse ». Quant au chômage de longue durée des jeunes, poursuit M. Ernst, « la forte poussée observée jusqu'à l'été devrait s'estomper progressivement, en lien avec l'amélioration de la conjoncture économique ».

Quoi qu'il en soit, le chemin de croix de l'accès à l'emploi laisse des traces. « Quand on finit par entrer dans l'entreprise, on n'oublie pas ce qui s'est passé avant, prévient l'un des jeunes interrogés, qui préfère conserver l'anonymat. La confiance est brisée. Sans compter que le sentiment de précarité se prolonge : vous ne savez pas, si vous ne faites pas l'affaire, si on ne va pas vous "éjecter" ».

Qu'il s'agisse de confiance ou de motivation, la réconciliation avec le monde du travail risque de prendre du temps. ■

Benoît Floc'h

L'avenir de la jeunesse, sujet majeur pour la présidentielle de 2012

DE QUEL CÔTÉ PENCHERA la jeunesse, en 2012 ? Même si elle a tendance à s'abstenir davantage que les autres, cette catégorie de la population n'en constitue pas moins un enjeu de taille,

Pour la droite, Marc-Philippe Daubresse est en première ligne. Mardi 28 septembre, le ministre de la jeunesse avait convié le ban et l'arrière-ban du « monde jeune » pour dresser le bilan du plan présenté un an plus tôt par le président de la République. Une matinée de tables rondes façon talk-show pour défendre un « bilan assez satisfaisant ». RSA jeunes, service civique, dixième mois de bourse pour les étudiants... « 80 % des mesures du plan ont été mises en œuvre et 100 % sont amorcées », a assuré M. Daubresse.

Le ministre a annoncé une deuxième étape : 26 millions d'euros seront consacrés à la mise en place de « cent plates-formes locales de lutte contre le décrochage scolaire » ; 20 millions d'euros financeront l'expérimentation d'un « revenu contractuelisé d'autonomie » accordé à 5 500 jeunes de 18 à 25 ans en difficulté d'insertion. Enfin, 24 millions permettront de monter « huit laboratoires territoriaux pour la jeunesse ».

L'irruption de représentants du mouvement Génération précaire en pleine conférence de presse a quelque peu gâché l'exposé. « Vous dites beaucoup de contre-vérités », s'est défendu le ministre.

Génération précaire, qui dénonce notamment les « faux stages

qui remplacent de vrais emplois », n'est pas seul à contester l'action de M. Daubresse. Cet été, une polémique a opposé le ministre à son prédécesseur, Martin Hirsch, devenu président de l'Agence du service civique. Objet du litige : une réduction drastique du rythme de progression du service civique. M. Hirsch, présent à la réunion de M. Daubresse, s'est contenté du service minimum.

Christian Demuynck, sénateur UMP de la Seine-Saint-Denis, spécialiste des questions relatives à la jeunesse, a moins de retenue. Après un échange d'amabilités

Cette thématique est très présente dans les discours des responsables de gauche

par tribunes de presse interposées, cet été, le sénateur persiste et signe : « On n'a pas de ministre de la jeunesse, déplore-t-il. Marc-Philippe Daubresse traîne les pieds. On ne l'entend pas. »

Or, s'inquiète M. Demuynck, « la jeunesse est un sujet majeur, en particulier pour l'élection de 2012. Et la droite est en train de loupier le coche. Les jeunes disent qu'on ne s'occupe pas d'eux, alors qu'en réalité beaucoup de mesures ont été prises. Mais on ne le fait pas savoir et on recule sur les moyens comme cela s'est produit avec le service civique. »

La droite perd-elle du terrain sur la jeunesse ? « Ah oui !, dénon-

ce-t-il. On a beaucoup travaillé sur cette question, notamment au Sénat. Nous étions précurseurs. Aujourd'hui, ce sont les socialistes qui petit à petit s'accaparent le thème. »

De fait, cette thématique est très présente dans les discours des responsables de gauche. Lors de la Fête de la fraternité, à Arcueil (Val-de-Marne), le 18 septembre, Ségolène Royal a consacré une bonne part de son discours aux problèmes de la jeunesse. « Redresser la France, c'est sortir les jeunes du chômage... Je n'accepte pas qu'ici, en France, le chômage des jeunes soit le plus élevé d'Europe », a-t-elle déclaré avant de promettre « un pacte de confiance » en 2012.

Avant M^{me} Royal, François Hollande avait aussi pointé l'importance de l'enjeu. « Ce sera l'une des grandes thématiques, peut-être la plus importante, de l'élection présidentielle. Il ne faut surtout pas en faire une question catégorielle. Il faut en parler pour entraîner le pays dans son ensemble. Qu'est-ce qui peut, en effet rassembler les générations, si ce n'est l'avenir de celle qui vient ? »

Les mesures concrètes en faveur des jeunes devraient être débattues dans le cadre de la « convention sur l'égalité réelle » prévue cet automne. Depuis des années, le PS réfléchit à une allocation autonomie pour les jeunes sans réussir à se mettre d'accord sur sa philosophie et ses contours. ■

B. F.

Un tiers des diplômés n'ont pas trouvé leur place sur le marché du travail

LA CRISE N'ÉPARGNE PAS les jeunes diplômés. Selon une étude de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) auprès de 4 000 jeunes sortis de l'enseignement supérieur au niveau bac + 4, la promotion 2009 est dans une situation plus délicate que celle de 2008.

Huit mois après leur diplôme, 64 % d'entre eux sont en emploi, alors qu'ils étaient 68 % dans la promotion 2008 et 77 % dans la précédente. Cela veut dire qu'un tiers n'ont pas trouvé leur place sur le marché du travail. Les autres ont fait leur entrée dans des conditions dégradées : la part des CDI a chuté de 7 points en un an (47 %, contre 54 % en 2008 et 61 % en 2007), alors que les CDD ont crû de 5 points (44 %).

Les étudiants issus de grandes

écoles s'en sortent mieux que les autres. Le taux d'emploi est plus important pour les écoles de management (65 %) et d'ingénieurs (64 %) qu'à l'université (59 %), même si les grandes écoles ont perdu une vingtaine de points depuis 2007. La rémunération est aussi plus attractive : le salaire médian des diplômés d'une école d'ingénieurs est de 31 500 euros (brut annuel) contre 29 900 euros en école de commerce et 25 000 euros en université.

Selon l'APEC, des signes d'amélioration sont perceptibles sur le marché de l'emploi : « après l'effondrement de 2008, la situation s'est retournée depuis six mois, note Jacky Chatelain, son directeur général. Le volume des offres a augmenté de 75 % ces derniers mois. »

Du coup, le moral des jeunes diplômés s'améliore lentement. La crise leur « fait moins peur » affirme l'étude qualitative que l'APEC a réalisée pour *Le Monde* à partir du même panel, s'ils sont 68 % (comme en 2009) à juger la situation « angoissante », ils ne sont plus que 56 % à la qualifier d'« inquiétante » (contre 84 % en 2009), et 55 % « révoltante » (contre 67 %).

Ils estiment que la crise n'aura pas d'effet sur « l'ambiance au travail » (57 %), « la rémunération » (58 %) ou « la pérennité de leur emploi » (56 %) ; ceux qui anticipent des effets négatifs sont moins nombreux qu'en 2009. 84 % assurent même « avoir confiance en leur propre avenir professionnel ». ■

B. F.

Education : le budget est insuffisant pour relancer un système à bout de souffle

L'augmentation du budget de 1,9 % dans l'enseignement supérieur est moins importante qu'en Allemagne. Celle-ci souhaite consacrer 10 % de son PIB à l'éducation contre 6,6 % en France

Analyse

Avec une hausse de 1,6 % du budget 2011 dans l'enseignement scolaire et de 1,9 % dans l'enseignement supérieur, l'éducation est-elle traitée comme un secteur d'avenir en France ? Le gouvernement évite dans le supérieur, certes, les coupes budgétaires qui sont de mise dans d'autres secteurs. Si on ajoute au maintien des postes, les 248 millions d'euros de crédits supplémentaires et les 21 milliards du grand emprunt (enseignement et recherche), cela donne l'impression que beaucoup est fait pour nos universités. En particulier pour certaines dans le souci de se doter d'un système qui tienne son rang dans les classements internationaux.

Pouvait-on mieux faire dans un contexte où le premier poste de l'Etat reste le remboursement de la dette ? L'exemple des Allemands et des Américains tend à prouver qu'on peut poser l'éducation comme un facteur de croissance, même avec des finances à assainir. « L'éducation est un problème économique, c'est "le" problème économique fondamental », scandait Barack Obama, le 9 août, en visite à l'université d'Austin, au Texas.

Dans son exercice budgétaire 2010-2011, le président américain a fait de ce secteur sa principale exception au gel des dépenses (hors sécurité nationale), le gonflant de 31 %, avec pour objectif

d'augmenter son nombre d'étudiants de 8 millions d'ici à 2020. Il ne s'agit certes que du budget fédéral, dans un pays où les financements par les Etats et par le privé sont beaucoup plus importants qu'en France. Mais le geste est là.

Plus près de nous, les Allemands ont alloué à leur ministère fédéral de l'éducation et de la recherche un budget en hausse de 7,2 % (soit une augmentation de 783 millions d'euros) par rapport à 2010. « Nous mettons en place les fondements pour le bien et la sûreté sociale de la génération suivante. L'éducation et la recherche sont la priorité absolue pour le gouvernement », rappelait récemment la ministre fédérale de l'enseignement et de la recherche (BMBF), Annette Schavan, quand la chancelière, Angela Merkel, avait parlé de créer une « République de l'éducation ». Son objectif est de consacrer à ce secteur 10 % du produit inté-

rieur brut (PIB) d'ici à 2013, alors qu'en France on plafonne à 6,6 %.

Pourtant, la réussite de l'enseignement supérieur se joue bien en amont de l'université. Justement là où la saignée continue en France. Ce sont 16 000 postes qui partiront encore en fumée à la rentrée 2011 (8 967 dans le primaire, 4 800 dans le secondaire, 1 633 dans le privé et 600 emplois administratifs).

Le budget de l'enseignement scolaire a beau croître de 1,6 %, il ne s'agit que d'une croissance mécanique non voulue puisque l'idée qui domine, au ministère de l'éducation nationale, c'est qu'en obligeant le système à se réformer on va l'améliorer. L'objectif officiel reste d'amener un jeune sur deux à un diplôme du supérieur. Ce n'est le cas que de 41 % d'une génération et ce taux bouge peu. En partie parce que le pourcentage de bacheliers ne croît plus qu'à la marge depuis 1995. La machine s'est grippée.

Le budget de la recherche est préservé

Si le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche reste prioritaire, son augmentation est de 468 millions d'euros (+1,9 %), bien loin des 1,8 milliard promis chaque année entre 2007 et 2012. Parmi les dépenses supplémentaires, 248 millions d'euros financeront le plan de revalorisation des personnels (134 millions) et les budgets de base des universités et des orga-

nismes de recherche (114 millions). 71 millions sont prévus pour le dixième mois de bourse et 175 millions pour le crédit impôt recherche. Seuls les crédits extrabudgétaires prévus pour les « investissements d'avenir » permettront aux universités de voir leur budget évoluer significativement. 3,5 milliards seront débloqués dans ce cadre en 2011.

Le ministre de l'éducation, Luc Chatel, parie sur la réforme du lycée et son aide individuelle pour travailler à ce déblocage. Mais en amont il y a fort à faire, puisque notre enseignement scolaire laisse sortir 18 % d'une classe d'âge sans diplôme. Le collège reste un

Il y a fort à faire puisque notre enseignement scolaire laisse sortir 18 % d'une classe d'âge sans diplôme

maillon faible et l'enseignement primaire ne va pas mieux, qui lui envoie bon an mal an 15 % de mauvais lecteurs. Des élèves condamnés dès 11 ans à l'échec scolaire.

En abandonnant à leur déterminisme social ces enfants de milieux défavorisés, on obère leur destin personnel, sans doute, mais on prive aussi le pays de forces pour l'avenir. Si l'on en croit Jacques Attali, le différentiel de 0,7 % de croissance que nous avons avec la Finlande n'est pas à chercher ailleurs que dans le niveau des écoliers à la sortie de l'école primaire. Or, sur le primaire, la France dépense 8 % de moins que la moyenne des pays de l'OCDE. Elle coupe encore cette année et prévoit de garder les ciseaux en 2012 et 2013. ■

Maryline Baumard

Domaine : **Enseignement supérieur**
Rubriquage : **Actualité - Carrières et Statuts - Organisations syndicales - Personnels**

Personnels administratifs : certains régimes indemnitaires « ne sont pas appliqués conformément à la réglementation » (A&I-Unsa)

« Dans certains établissements, les taux de promotion pour les personnels administratifs, notamment pour les régimes indemnitaires IAT, IFTS et PFR (AEF n° [119239](#)) ne sont pas appliqués conformément à la circulaire du 28 mai 2010 qui établit les crédits indemnitaires relatifs aux personnels Biatoss », explique Philippe Mesnier, secrétaire national d'A&I-Unsa à l'enseignement supérieur à AEF. « Il existe une circulaire, les établissements doivent l'appliquer », soutient-il. « Les revalorisations décidées au plan ministériel ne sont pas mises en œuvre au motif d'une 'politique d'établissement' alors que les crédits versés par le ministère sont des crédits d'État ! », s'inquiète l'organisation syndicale. A&I-Unsa dénonce « des agissements qui pénalisent les personnels administratifs ».

« L'autonomie n'est pas l'indépendance », insiste A&I, qui demande également « à la ministre de le rappeler à certains présidents d'université qui refusent d'appliquer les textes en matière notamment d'entretien professionnel annuel des fonctionnaires de l'AENES ».

« Au moment où la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche salue « une nouvelle université en train de voir le jour, une université offensive » (AEF n° [137252](#)), A&I Unsa « rappelle que l'État doit continuer à allouer les moyens nécessaires à l'enseignement supérieur pour relever les défis imposés par la loi LRU du 10 août 2007 ».

Enfin, « au moment où certaines universités se regroupent pour former une entité unique », A&I Unsa dénonce « les dangers du choix du statut de grand établissement pour contourner la loi sur les universités ».



Contact : A & I, Jean-Yves Rocca, président, 01 57 14 07 80,
secretariat.general.aeti@wanadoo.fr

Les clés de l'info

France



Paris. La manifestation du 7 septembre (ci-dessus) sert d'étalon à celle du 23: la mobilisation a baissé de 11 %, affirme l'Elysée; elle a progressé de 10 %, disent les syndicats. AP/CHRISTOPHE ENA

L'âge de la retraite, enjeu présidentiel

Malgré la forte mobilisation, le débat semble échapper aux syndicats

Le dossier des retraites est éminemment politique, et va rester ouvert jusqu'à l'élection présidentielle de 2012. Si la contestation sociale reste très forte contre la réforme engagée par Nicolas Sarkozy et François Fillon, le passage de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans, symbole politique fort pour le président de la République et la droite, est quasiment acté. Voté le 15 septembre par les députés, le projet de loi doit être discuté par les sénateurs à partir du 5 octobre. Mais les syndicats ne désarment pas.

Après les 3 millions de manifestants revendiqués (presque 1 million, selon la police) pour la deuxième journée d'action nationale depuis la rentrée, jeudi 23 septembre, les syndicats veulent élargir la mobilisation et appellent à manifester, samedi 2 octobre – pour faciliter la participation des

Faible mobilisation dans le secondaire

La grève organisée, lundi 6 septembre, dans les collèges et les lycées, pour protester contre la réforme de la formation des enseignants et les suppressions de postes, a réuni 5,6 % de grévistes, selon le ministère de l'éducation, et 30 % selon le SNES-FSU, principal syndicat du secondaire et seul grand syndicat de l'éducation nationale à avoir appelé à la grève ce jour.

salariés du privé et des familles –, puis mardi 12 octobre. Face à eux, le gouvernement reste inflexible. François Fillon l'a dit et redit, notamment devant les parlementaires de l'UMP réunis à Biarritz, vendredi 24 septembre: «*Il faut savoir dire non, ce sera donc non au retrait du projet, qui est nécessaire, juste et raisonnable.*»

La loi, à quelques nuances près, a donc toutes les chances d'être votée. Mais le dossier est loin d'être clos. Il sera au centre de la campagne électorale de 2012. D'autant qu'à elle seule la «réforme 2010» ne règle pas la question du déficit de la branche vieillesse de la sécurité sociale. D'autres ajustements seront nécessaires, reconnaissent tant les défenseurs que les opposants, pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.

François Fillon avait prévenu. S'agissant du report de l'âge légal, il avait dit à la sortie d'un conseil des ministres en avril 2009: «*C'est une question qu'il faudrait trancher dans le cadre d'une élection présidentielle*», renvoyant à 2012 la confrontation. D'autant que Nicolas Sarkozy lui-même avait confessé, en mai 2008, ne pas «*avoir de mandat pour faire cela*». «*Cela*», c'était le report de l'âge tel que le réclamait le Medef, qui plaçait alors la barre à 63 ans. «*Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français*», déclarait à cette époque le chef de l'Etat sur RTL.

La crise, l'augmentation du «*trou*» de la sécurité sociale et la nécessité pour la France de rassurer ses partenaires européens sur ses capacités à réduire les déficits publics ont poussé à une réforme rapide. Le temps de la concertation a été réduit au strict minimum. Les paramètres étaient connus de tous. Et les réponses syndicales variées.

Voté par les députés, le projet de loi sera discuté par les sénateurs à partir du 5 octobre

Toutefois, le front entre les huit organisations – très diverses – a tenu. A la différence du grand affrontement social de 2003, les divergences étaient connues et les directions syndicales ont joué la carte de l'unité. Pour Solidaires, qui regroupe les syndicats SUD notamment, comme pour la FSU ou encore FO, la bataille principale porte sur le texte même de la réforme. Ces syndicats exigent le retrait. «*L'actuel projet doit être retiré. Il n'est pas négociable*», a déclaré Annick Coupé (Solidaires) au Monde le 21 septembre. Et FO continue de proposer à ses homologues «*la grève jusqu'au retrait*».

Pour la CFDT, si l'actuel texte doit être retiré, il faut aussi se battre pour le modifier. Dans *Le Parisien* du 22 septembre, François

Chérèque explique qu'il «*garde l'espoir de faire reculer le gouvernement sur les éléments essentiels de la réforme*». Mais, ajoute-t-il prudemment, «*tout ce qui peut être obtenu dans le débat parlementaire est bon à prendre et sera à mettre à l'acquis de notre action syndicale*». La CGT, confrontée à des tensions internes, navigue entre une position d'affrontement avec le pouvoir et la volonté de peser dans le dialogue social, par le biais d'une entente maintenue avec la CFDT.

En refusant de toucher à sa réforme, Nicolas Sarkozy prend le risque d'une radicalisation. Espère-t-il diviser le front syndical entre ceux prêts à s'engager dans un affrontement dur avec le gouvernement et ceux qui souhaitent maîtriser le climat social et maintenir le dialogue?

Quelle que soit l'issue immédiate de cette opposition, une autre manche va avoir lieu à l'occasion de la prochaine élection présidentielle. L'électorat populaire en voudra-t-il à l'actuel chef de l'Etat au point de ne pas voter pour lui? Les socialistes ont déjà annoncé, opportunément, leur intention de revenir sur les 62 ans et de réinscrire la barre symbolique des 60 ans comme âge légal. Le feront-ils alors qu'ils ne sont pas tous d'accord entre eux sur cette mesure? Le débat échappe déjà aux syndicats pour devenir un enjeu présidentiel. ■

Rémi Barroux

TE01-

Le
POINT
FORT

Contre la réforme des retraites, mobilisation forte mais étale

L'ÉVÉNEMENT

→ Une participation identique à la précédente selon les syndicats, un peu inférieure selon le ministère de l'Intérieur : les défilés d'hier contre la loi réformant les retraites ont réuni entre 899 000 et 2,9 millions de personnes.

Ces manifestations ont bénéficié du choix d'un samedi, jour où les salariés sont libres, mais pâti du mauvais temps qui a sévi sur une partie du pays. Et peut-être aussi d'un certain fatalisme. Le 7 septembre, la première série de manifestations d'après rentrée avait mobilisé entre 1,12 million (Intérieur) et 2,5 millions de manifestants selon la CFDT. Le 23, la deuxième avait mobilisé entre 997 000 et 2,9 millions de manifestants. Prochain rendez-vous, le 12 octobre, avec grèves à la clé.



Des manifestants presque aussi nombreux que lors de la précédente mobilisation. La région a suivi la mouvance nationale. Photo Michel PIEYRE

LE CHIFFRE

91 000

C'est le nombre de manifestants qui ont battu le pavé hier dans la région selon le comptage fait par *Midi Libre* sur le terrain

ET AUSSI

Dans les ports, des grèves à triple détente

Pour les salariés des grands ports français, c'est d'une pierre trois coups : la journée d'hier poursuivait une grève contre la réforme des ports, la réforme des retraites et la reconnaissance de la pénibilité, et pour obtenir des départs anticipés. Le mouvement pour obtenir des préretraites sera reconduit chaque week-end « tant qu'un calendrier de négociations ne sera pas fixé », a précisé le patron de la CGT des ports Tony Hautbois.

Deux bateaux de croisière n'ont pas pu accoster à



Marseille hier, tous les accès au port étant bloqués. Les voyageurs ont été débarqués par des chaloupes ce qui a pris toute la matinée. La veille, un navire de croisière avait dû être détourné vers Toulon.

Un navire de croisière en provenance d'Ibiza qui ne pourra pas accoster à Marseille aujourd'hui sera accueilli à Sète, port qui ne s'était pas joint au mouvement hier soir.

Les terminaux pétroliers de Lavera et Fos sont bloqués depuis lundi, avec 39 navires en rade vendredi, la CGT refusant la création d'une filiale pour gérer ces terminaux. La circulation des poids lourds de plus de 7,5 t, interdite en fin de semaine, a été autorisée pour pallier d'éventuels problèmes d'approvisionnement.

La Corse manquait d'essence en fin de semaine en raison du blocage de Fos, interdisant aux bateaux de s'approvisionner pour ravitailler l'île.

Le Havre, Bordeaux, Rouen, La Rochelle, Dunkerque ont été perturbés. L'Association des utilisateurs de transport de fret (AUTF) a tempêté : « L'augmentation des mouvements d'arrêts de travail et de blocage des installations portuaires va accélérer l'exode des trafics vers les ports fiables au nord de l'Europe. »

En région

Midi Libre estime le nombre des manifestants en faisant un prorata entre les chiffres annoncés par les syndicats et ceux de la police, chiffres également évalués par les journalistes ayant couvert les différentes mobilisations.

- Montpellier : 25 000, même nombre que pour la précédente manifestation.
- Nîmes : 11 000.
- Béziers : 7 000.
- Perpignan : 15 000.
- Bagnols-sur-Cèze : 2 000.
- Alès : 8 000.
- Narbonne : 6 500.
- Carcassonne : 6 000.
- Mende : 2 000.
- Vigan : 300.
- Uzès : 200.
- Aveyron : Rodez, Millau et Decazville : 8 000.
- Pas de manifestation à Sète.

Les syndicats estiment avoir fortement mobilisé hier contre la réforme des retraites, sans toutefois faire mieux que la journée d'action précédente du 23 septembre, avec en toile de fond la traditionnelle querelle de chiffres sur le nombre réel de manifestants.

Autour de 2,9 millions de personnes ont défilé partout en France, a déclaré le numéro deux de la CFDT Marcel Grignard, soit « sensiblement le même nombre » que le 23 septembre. La CFDT avait alors annoncé 2,9 millions, la CGT trois millions.

« Cette mobilisation est réussie, puisqu'elle est au minimum au même niveau (que celle du 23 septembre) et que, avec de bonnes conditions météo, on l'aurait probablement dépassé », a affirmé M. Grignard.

Mais de son côté, le ministère de l'Intérieur a ramené à 899 000 le nombre de manifestants, précisant qu'il était en

baisse de 98 000 par rapport au 23 septembre.

Les syndicats avaient placé cette journée de défilé un samedi pour permettre aux non-grévistes d'y participer. Les organisations de lycéens et d'étudiants proches de la gauche s'étaient jointes.

Martine Aubry, qui défilait à Paris : « Nous demandons de remettre tout à plat »

A Paris, 310 000 personnes ont battu le pavé, selon la CFDT, parmi lesquelles tous les dirigeants syndicaux et des partis de gauche, dont Martine Aubry. Elles étaient 63 000 selon la police, un peu moins que le 23 septembre.

Une baisse du nombre de manifestants s'observait « alors

même que le nombre de rassemblements en matinée était plus important que le 23 septembre », selon la place Beauvau.

Les dirigeants syndicaux se consolaient de ne pas avoir fait mieux que la dernière fois en insistant sur la venue d'« un public de nouveaux participants », tandis que d'autres avaient passé leur tour. « C'est la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés », en a conclu Bernard Thibault (CGT).

Son homologue de la CFDT, François Chérèque, y a vu valider l'idée d'une manifestation un samedi, toutes les semaines. « C'est un bon choix parce que ça permet aux personnes qui ne viennent pas d'habitude aux manifestations de venir », a-t-il dit.

Beaucoup étaient cette fois venus en famille, et l'on n'avait jamais vu autant de poussettes. La première secrétaire du PS

Martine Aubry a suggéré au Premier ministre François Fillon, « puisqu'il pense différemment » de Nicolas Sarkozy, d'abandonner le projet de réforme des retraites, et de « remettre tout à plat ».

« On nous annonçait une amplification, il n'y en a pas eu aujourd'hui », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel.

Les cortèges les plus garnis de la matinée, orientés légèrement à la hausse ou à la baisse ont défilé dans les villes suivantes : Toulouse (125 000 selon les syndicats, 28 000 selon la police), Saint-Etienne (50 000, 8 200), Clermont-Ferrand (30 000, 14 000). A Marseille (19 000, 150 000), le cortège était en nette baisse (150 000, 220 000 le 23 septembre) comme à Rennes (20 000 personnes contre 35 000), peut-être en raison de pluies dans l'Ouest. Mais dans les Côtes d'Armor, marquées à gauche les manifestants étaient plus nombreux. •

VOTRE AVIS

Michel CHATAGNIER
Système U à Vendargues (34)



Je pense qu'il y a d'autres systèmes de répartition que celui proposé par le gouvernement. Des gens sont venus aujourd'hui qui n'étaient pas là d'habitude. La manutention dans les entrepôts fait partie des emplois pénibles avec des pathologies qui apparaissent au bout de 15-20 ans.

Manon et Jérém
Lycéens à Nîmes (30)



S'il y a très peu de lycéens dans le cortège, c'est parce qu'ils ne se sentent pas concernés : la retraite, c'est dans très très longtemps. On l'est pourtant car nous serons beaucoup à faire de longues études, de sorte qu'on est certain de devoir travailler jusqu'à 67 ans, au moins, pour compenser celles-ci.

Dominique GUIRALDENQ
Fonctionnaire à Mende (48)



Pour les fonctionnaires, il y a un problème au niveau des pensions car les primes ne sont pas prises en compte dans les calculs. L'âge légal passe aussi de 60 à 62 ans sans tenir compte des années travaillées. Descendre dans la rue, c'est actuellement le seul moyen de se faire entendre.

Francis BOUSQUET
Infirmier à Rodez (12)



Le gouvernement reste sourd. Il faut lui faire voir qu'on n'a pas relâché la pression. Et on va continuer à la maintenir. On voit des gens que l'on n'avait pas vus lors des dernières manifs. Au-delà des retraites, c'est l'expression d'un vrai ras-le-bol. Il y a beaucoup de gens qui ont l'impression d'être méprisés.

Emilien SANCHEZ
Salarié agricole Carcassonne (11)



Je manifeste pour moi et tous mes collègues qui sont dans le même cas, salariés agricoles. J'ai 53 ans et le métier est très dur. L'hiver au froid, la pluie, la neige, l'été à la chaleur. Je ne me vois pas conduire un tracteur, tailler et faire des travaux aussi durs à 62 ans. On a le dos cassé. Je travaille depuis l'âge de 16 ans...

la Marseillaise

Hérault du jour

DIMANCHE 3 OCTOBRE 2010 - 0,80 € - N° 3706 - www.lamarseillaise.fr

SARKOZY VA-T-IL RESTER SOURD ?

Très forte participation pour la quatrième journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Trois millions de personnes rassemblées. Prochain rendez-vous le 12 octobre si Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne reculent pas. **PAGES 2 À 4, 11 ET 12**



REDOUANE ANFOUSSI

Selon les syndicats, 60 000 personnes ont participé à la manifestation du Lez beaucoup de nouveaux visages.

Retraites

Mobilisation. Nouveau succès de la journée d'actions contre le projet Sarkozy. Trois millions de personnes ont manifesté. Dont beaucoup pour la première fois.

LE FRONT DU REFUS MAINTIENT LE CAP

Pour la troisième fois en moins d'un mois, les syndicats ont fortement mobilisé ce samedi contre la réforme des retraites.

A trois jours de l'examen du texte au Sénat, les syndicats ont estimé la participation aux 229 cortèges "au même niveau" que le 23 septembre, date de la précédente journée d'action : 2,9 millions pour la CFDT, près de 3 millions pour la CGT. Contre toute évidence, le ministère de l'Intérieur, lui, préférerait ce chiffre par trois.

"Cette mobilisation est réussie, avec de bonnes conditions météo, on aurait probablement dépassé" le 23 septembre, a déclaré le numéro deux de la CFDT Marcel Grignard. Des pluies battantes étaient tombées dans la matinée sur la Bretagne, où l'on a moins défilé. En revanche, le soleil brillait sur le sud. "C'est la cinquième manifestation" sur les retraites depuis le 27 mai, et la mobilisation "ne faiblit pas" malgré le vote de la réforme par l'Assemblée nationale", soutient le responsable cédétiste.

FO en tire la conclusion que "ce projet doit être retiré, pour une autre réforme sur d'autres bases". La CGT continue de réclamer des négociations "dans les plus brefs délais".

Malgré cette mobilisation, le gouvernement continue à ne rien entendre. Le ministre du Travail, Eric Woerth a réaffirmé que la réforme est "juste parce que ceux qui vont commencer à travailler très tôt partiront plus tôt. Et les femmes notamment ou ceux qui ont souffert de

pénibilité dans leur travail pourront également partir plus tôt". Selon le porte-parole Luc Chatel, "chacun reconnaît qu'il n'y a pas d'amplification du mouvement alors qu'on pouvait penser que l'organisation d'une manifestation le samedi drainerait de nouveaux publics".

Il a rappelé que "des avancées seront possibles au Sénat". "Des marges de discussion ont déjà été concrétisées en commission, notamment concernant les travailleurs handicapés, les chômeurs en fin de droits et les victimes d'expositions à l'amiante", a souligné le secrétaire d'Etat Georges Tron. Autant de promesses, pour l'heure non tenues, mais qui ne remettent pas cause la logique du projet de loi.

"Le mécontentement s'amplifie"
Les dirigeants syndicaux insistent sur la venue en nombre d'"un public de nouveaux participants". Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault y voit "la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés".

A Paris, 310.000 personnes - parmi lesquels tous les dirigeants syndicaux et des partis de gauche - ont battu le pavé, selon les syndicats. Beaucoup étaient cette fois venus en famille, et l'on n'avait jamais vu autant de poussettes que ce samedi dans les cortèges.

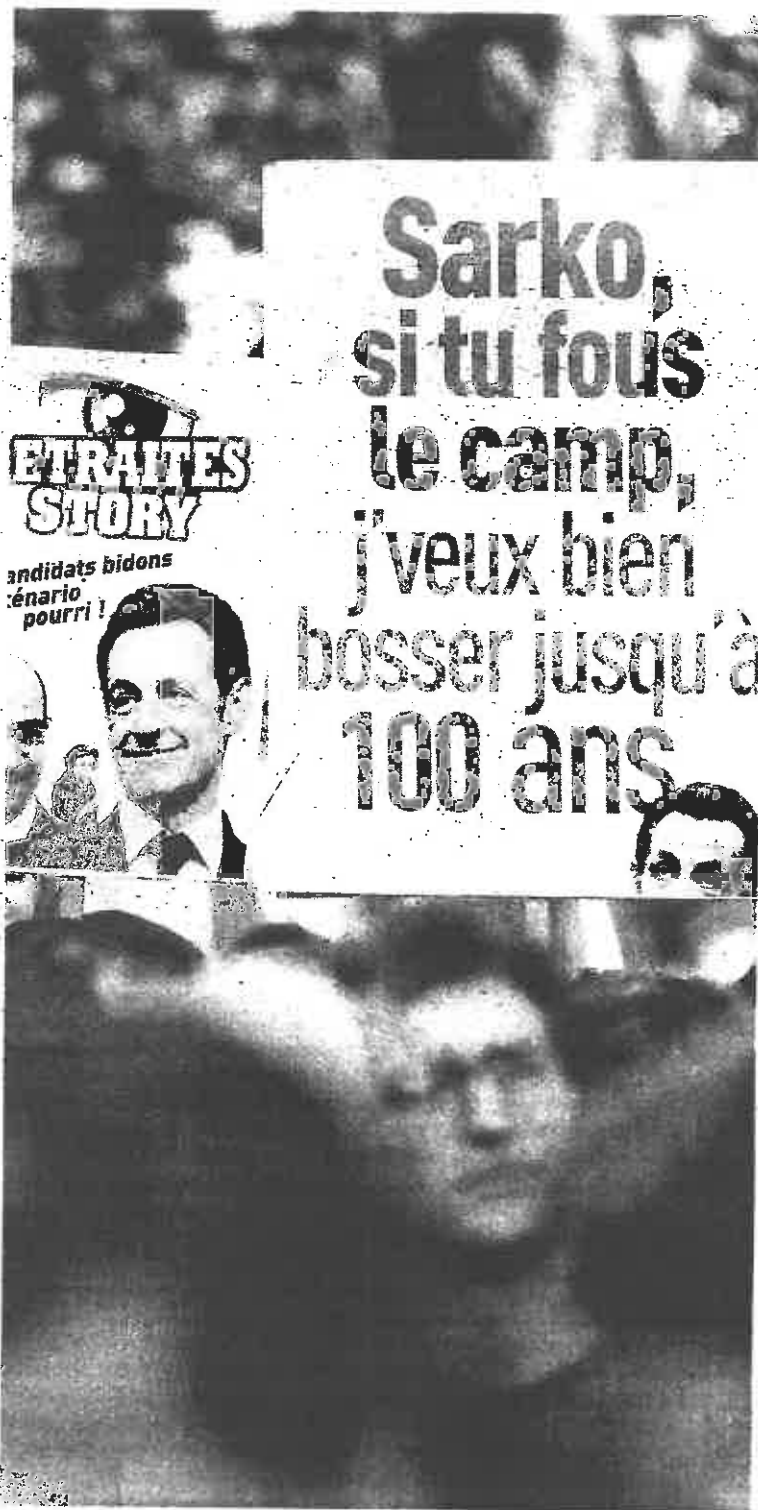
Un peu partout, on a noté une proportion en hausse de femmes, de jeunes et de salariés du privé.

La mobilisation a été forte aussi dans des villes moyennes comme Albi, Angoulême ou Agen.

71% des Français soutiennent

Plus de sept Français sur dix (71%) affichent soutien et sympathie pour la troisième journée d'action contre le projet de réforme des retraites selon un sondage CSA pour L'Humanité. D'après cette enquête, 51% disent soutenir le mouvement et 20% éprouver de la sympathie pour la mobilisation.

Il s'agit du niveau le plus élevé de soutien depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, dans les enquêtes CSA, qui avaient relevé 68% d'adhésion à la journée du 23 septembre et 62% pour celle du 7 septembre. A contrario, 15% se disent indifférents et 12% opposés ou hostile à la journée d'action de ce samedi.



Dans les manifs, Sarkozy fait l'unanimité... contre lui.

Les vagues

Éditorial

■ C'était la quatrième mobilisation. La quatrième réussite. Les canaux de la communication élyséenne ont renouvelé leur opération de manipulation de l'opinion. Rien n'y fait. La colère populaire ne cesse de grandir. Trois millions de Français ont profité de ce samedi pour exprimer leur refus d'une réforme qui constitue l'une des plus graves régressions sociales de ces dernières décennies. Pour nombre d'entre eux, il s'agissait de leur première participation. Ces trois millions qui par vagues successives occupent le pavé ne représentent, en fait, que l'étiage minimum de la contestation. Depuis juin, ce sont 4 voire 5 millions de personnes qui, à tour de rôle, ont répondu à l'appel de l'intersyndicale. Confirmation de cette réalité incontestable : selon un sondage CSA-L'Humanité, 71% des Français apportent leur soutien au mouvement. Un niveau record qui exprime, lui aussi, la dynamique en marche. Dans ces conditions, le pouvoir peut-il continuer à s'enfermer dans son arrogance anti-sociale ? Va-t-il persister à maintenir une réforme que les Français ne veulent pas ? La raison démocratique imposerait qu'il ouvre enfin un grand débat national sur l'avenir du système des retraites. Mais la raison comme la démocratie n'étant pas le fort de Nicolas Sarkozy, le doute est permis. C'est pourquoi il revient au mouvement social de pousser encore plus fort pour contraindre cette droite archaïque et égoïste à céder. Vivement le 12 octobre !

CHRISTIAN DIGNE

Leur première manifestation

■ YANNICK

(cadre du privé, Marseille)
"Pour moi, c'est beaucoup plus facile en week-end qu'en semaine pour des questions d'emploi du temps", explique le cinquantenaire, qui estime qu'il faut "laisser aux gens le choix de partir à la retraite à un âge décent, et tenir compte de l'historique des gens, en terme de pénibilité ou de carrières longues".

■ DENIS

(kinésithérapeute libéral, Rennes)
Il défile pour la première fois "parce que c'est samedi, c'est plus aisé, ça ne perturbe pas nos soins". "Multiplier les manifs en semaine, c'est une perte financière pour beaucoup", confie-t-il.

■ XAVIER

(infirmier anesthésiste Toulouse)
"L'avantage de manifester le samedi est que l'on n'est pas grevé

d'un jour de salaire, et pour durer dans un conflit on ne peut pas se permettre de perdre trop de jours".

■ ELISA

(Employée à la Sécu Grenoble), "Je ne pouvais pas me permettre de perdre deux jours de travail sur ma paye. Le samedi, ça m'arrange et en plus il fait beau".

■ STÉPHANE

(Professeur d'EPS Bordeaux)
Il ne se voit "pas faire des roulades

avant jusqu'à 65 ans" devant ses élèves, avait lui aussi renoncé à défilé le 23, car "je ne voulais pas deux retenues sur salaire le même mois".

■ CHRISTELLE

(Contractuelle dans l'Education nationale)
"Je suis en situation précaire alors le peu de fois où je peux travailler, je travaille. Dans ma situation, je n'ose même pas faire le calcul pour savoir

à quel âge je vais me retrouver à la retraite, si je m'y retrouve un jour", avoue-t-elle.

■ ANNE-MARIE

(Comptable, Paris)
Elle n'avait "jamais manifesté" de sa vie. Elle craint pour sa pension : "Il faudrait que je travaille jusqu'à 70 ans. J'ai de l'énergie, mais il faudrait que je fasse deux boulots pour mettre de l'argent de côté", explique-t-elle.



Prochain objectif: les grèves et manifestations du 12 octobre à l'appel de l'intersyndicale.

« C'est le gouvernement qui est en échec »

Les responsables syndicaux tout comme les dirigeants de partis de gauche ont tiré des enseignements positifs de cette nouvelle journée d'actions.

Bernard Thibault (CGT) :

Le nombre de manifestants samedi est "dans les mêmes eaux" que le 23 septembre. Pour autant, "cette journée (contribue) à élargir le mouvement, avec un public de nouveaux participants. C'est la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés. De ce point de vue, l'objectif va être grandement réussi (...)"

Interrogé sur d'autres formes d'action comme des grèves reconductibles, Bernard Thibault a réitéré que "si le gouvernement confirme son intransigeance, il ne faudra pas s'étonner si la mobilisation prend d'autres formes".

François Chérèque (CFDT)

"On est à peu près dans les mêmes chiffres que ce qui s'est fait lors des deux dernières" journées d'action en septembre. Manifester un samedi "c'est un bon choix parce que ça permet aux personnes qui ne viennent pas d'habitude aux manifestations de venir". "On est calme et déterminé. On nous prédit à chaque fois un échec mais l'échec ne vient pas. C'est le gouvernement qui est en échec aujourd'hui", a ajouté le numéro un de la CFDT, en évoquant un "risque de formes de durcissement".

Jean-Claude Mailly (FO)

"A priori on sera dans les mêmes eaux que le 23 septembre, c'est une étape importante". Interrogé sur les chiffres du ministère évoquant une moindre mobilisation, il a ironisé : "il nous a fait le coup la dernière fois, cela s'appelle de la communication. La dernière fois, cela lui a fait effet boomerang, cela lui fera encore effet boomerang".

Bernadette Groison (FSU)

"C'est une journée qui fait la démonstration qu'on a une réforme qui ne passe pas dans la population française. Le gouvernement aurait tort de minimiser ce qui se passe, aurait tort de s'enraciner dans les querelles de chiffres. Il ferait bien de regarder le mouvement de fond qui est en train de monter dans tous les secteurs (...) et de répondre aux questions qui lui sont posées".

Satisfaits de l'ampleur des manifestations, dirigeants syndicaux et responsables de partis de gauche appellent à poursuivre l'action contre la réforme Sarkozy.

Réactions

Compte-rendu
Christian Digne
Photo AFP

Annick Coupé (Solidaires)

"On est dans un mouvement qui dure, qui s'enracine. Et on a Nicolas Sarkozy qui nous dit que quand la réforme sera passée les Français seront contents, il prend vraiment les Français pour des imbéciles ! En continuant d'avoir cette position d'intransigeance et de mépris, il prend le risque dans les jours et semaines qui viennent de voir la

crise sociale s'amplifier et de perdre à terme ce bras de fer", ajoute la porte-parole.

Alain Olive (Unsa)

"Il y a beaucoup de gens du privé, c'est significatif car on avait une inquiétude là-dessus. Le gouvernement aura ce soir un gros problème entre les mobilisations importantes et le fait que l'opinion est à 70% derrière les organisations syndicales. Est-ce qu'il va lâcher du lest au Sénat ? C'est la grande question".

Jacques Voisin (CFTC)

"Dans bien des endroits, c'est mieux que le 23. Au-delà des manifestations et du comptage que l'on fera, ce qui nous intéresse, c'est l'enquête d'opinion qui montre que 70% des Français soutiennent la manifestation aujourd'hui. J'attends du gouvernement, du Sénat et du président de la République qu'ils en tiennent compte".

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche)

Le président du Parti de gauche a assuré que "le rapport de forces est de notre côté", a-t-il. "L'espoir du gouvernement et du président de la République était que la mobilisation baisse, ça ne se produit pas. "Il y aura d'autres mobilisations", a aussi déclaré l'eurodéputé, "on suit les consignes des syndicats, on a confiance, quand ils sont unis la force est de notre côté".

Pierre Laurent (PCF)

Pour le secrétaire national du PCF, "la journée a été un formidable succès et a démenti une nouvelle fois l'espoir du gouvernement qui voulait voir la mobilisation s'essouffler : c'est un nouveau désaveu pour le pouvoir". "Il importe maintenant d'amplifier la mobilisation et toutes les formes d'action jusqu'à la grande journée de manifestation et de grève du 12 octobre afin de créer le raz-de-marée qui

obligera le gouvernement à céder", a-t-il lancé.

Martine Aubry (PS)

La première secrétaire du PS Martine Aubry a suggéré au Premier ministre François Fillon de "remettre tout à plat". "Sur une réforme aussi importante, le Premier ministre, qui soi-disant prend des distances, devrait dire, lui, puisqu'il pense différemment, « on arrête tout, on recommence, on met sur la table », a dit la maire de Lille. "Nous sommes dans une démocratie, on ne peut pas réformer sur un sujet si difficile sans écouter", a-t-elle ajouté.

Cécile Duflot (Verts)

"Le jeu qu'avait joué le gouvernement, c'était l'épuisement. On voit bien que face à cette volonté d'épuiser en agitant d'autres débats, les syndicats, mais aussi les militants politiques et beaucoup de simples citoyens, sont très résistants, ils disent leur opposition à une réforme idéologique et injuste", a déclaré la secrétaire nationale du parti écologiste. Selon elle, le gouvernement n'aura pas d'autre choix que reculer : "on ne peut pas, sur un sujet touchant à l'équilibre de la société, faire une réforme qui ne bénéficie qu'à quelques-uns et accroît les inégalités, ce n'est socialement pas tenable".

Olivier Besancenot (NPA)

"C'est un succès. Sarkozy s'est gaufré en disant que le mouvement allait s'essouffler. Ça ne s'essouffle pas. C'est une marche supplémentaire de la mobilisation et c'est un bon indice de la préparation du 12", a estimé le porte-parole du NPA. "La mobilisation continue et ça veut dire : « y a un petit truc ». On constate tous que dans les manifestations, ce n'est jamais les mêmes", a-t-il ajouté.

4 Le fait du jour

Retraites

Montpellier. Des dizaines de milliers de personnes ont à nouveau défilé hier contre le projet de réforme des retraites. Au noyau dur se sont greffés de nouveaux salariés et de nombreuses familles.

« On a élargi notre base, gagné le pari du samedi »

« On a élargi notre base. Le pari du samedi est gagné ».

15h hier après-midi à Montpellier. L'intersyndicale n'a pas encore donné son chiffre officiel (60 000, 13 000 selon la police) qu'Alain Alphon-Layre savoure déjà le succès qui se dessine. Voilà plus d'une demi-heure que la tête du cortège héraultais est partie des rives du Lez et que les troupes du secrétaire régional de la CGT n'en finissent plus de défilé. Peu à peu les estimations s'affinent.

Celles de la matinée qui tombent (environ 10 000 à Béziers, 500 à Bédarieux, 300 à Balaruc) confirment la bonne dynamique. « Il y a au moins autant de monde que la dernière fois. Peut-être plus », balance à vue de nez le leader de FO, Alain Cwick. Il n'y a pas besoin de compter pour s'assurer qu'il y a beaucoup de monde. Et peu importe combien.

L'affaire n'était pourtant pas dans la poche. Le choix du samedi en ayant laissé plus d'un perplexe. A 13h30, l'heure prévue du départ, le moral est même dans les chaussettes. « J'espère que ça va arriver, parce que là c'est pas terrible », lâche un prof du Snés. Devant le camion de la CFDT, Jacques Artières qui colle des affiches semble l'un des rares à rester serein. « On sera au moins aussi nombreux que l'autre fois », rassure-t-il en expliquant que l'heure précoce est la cause de la mise en route laborieuse. La demi-heure suivante lui donne raison. Par dizaines, puis par centaines des groupes affluent. Les retardataires d'Agde, Lunel ou Balaruc arrivent enfin.

Résonance politique

14h15. En tête de cortège, sous la sono qui chante le chiffon rouge, on piétine d'impatience. Les abords des restos d'Antigone grouillent comme des fourmilières. Les drapeaux se hissent dans le ciel bleu. Les messages s'affichent. « Prendre l'argent où il est : fin des exonérations patronales ». On tchatte. Chante. Lâche ce qu'on a sur le cœur. Tape dans les mains. L'ambiance est à la fête. Mais la colère monte. Contre une réforme des retraites fustigée à toutes les sauces. Et au-delà contre le pouvoir en place traité de tous les noms d'oiseaux. Pour François Liberti (PCF), c'est la preuve que derrière les retraites, il y a la recherche d'un « vrai projet de société, le besoin d'une alternative politique ».

Dans les rangs qui se resserrent, le public (enseignants, chercheurs, fonctionnaires des impôts, cheminots, hospitaliers...) et le privé (infirmières, commerçants, métallurgistes...) sont fidèles au poste. Les élus et militants aussi avec un



En tête de cortège, la CGT forme le gros des troupes.

Le samedi, c'est manif' en famille !



Les retraités montrent l'exemple. Le gouvernement raille et traité de tous les noms d'oiseaux.



On tchatte. Chante. Lâche ce qu'on a sur le cœur. Tape dans les mains. L'ambiance est à la fête.

PHOTOS REDOLANE ANFOUSSI

gros cortège PS, Parti de gauche, PCF, NPA, Europe écologie. Pas de raz-de-marée du côté des lycéens et des étudiants en revanche, week-end oblige. Même si Gabriel Hordard sent un frémissement dans les sacs. « On a un public favorable qui ne demande qu'à partir. Des AG ont eu lieu », assure le président de l'Unef.

Ce qui marque le plus c'est ce nombre incroyable de familles. Beaucoup de femmes sont là qui se sentent les premières visées. « Nous travaillons souvent à temps partiel. Que va-t-on toucher à la retraite en cumulant des CDD ? » s'interroge l'une d'elle. Sa collègue, fonctionnaire (FO), pense à ses enfants. « Quand ils sont au chômage ils reviennent à la maison. Autant les aider tout de suite ». Des ados s'éveillent à leur avenir. Les enfants sont tenus par la main de maman. Scrutent l'horizon social sur les épaules de papa. Ou font la manif' en vélo comme des grands. A l'image de Zoé, Ella et Thays qui s'approprient, casques vissés sur la tête, à suivre leurs parents. « On a pu venir parce que c'est samedi. Le cadre est sécurisé, bon enfant », souligne Bruno, le père.

Des nouveaux visages

La voilà la vraie nouveauté du jour. Celle qui fait souffler un vent d'optimisme chez les sceptiques. La manif' affiche beaucoup de nouveaux visages. Il y a ceux pour qui débrayer coûte trop cher en semaine. « Une troisième journée de grève dans le mois ? Je n'aurais pas pu l'assumer », avoue cette infirmière. « C'est difficile de mobiliser quand on a déjà les problèmes en interne », abonde Pierre (CGT) de Sanofi, le plus gros privé de Montpellier. Il y a les contrats précaires pour qui grève rimerait avec licenciement. Du côté d'Ikea, en « sous-effectif », on a doublé les rangs. « A chaque manif' on est plus nombreux », positive Aurélien (CGT). L'éclectique cortège remonte le boulevard de Strasbourg, longe la gare et s'engouffre dans l'étriquée rue de la Loge obstruée par le Grand bazar. Depuis la sono, la voix de Sarkozy est raillée par les rires. Le combat des idées est acquis. Se pose la question du 12. Avec pour défi d'élargir et rassembler la diversité des manifestants du 7, 23 et du 2. « Si le gouvernement n'entend pas, le mouvement va se durcir », prédit la CGT. Du côté des cheminots, le bruit court d'un départ en reconductible dès le 13. « On ne s'interdit rien. Ça fait partie des possibilités à discuter » confirme Laurent Martin (CGT) qui y croit. « Les gars sont prêts ». On dirait qu'ils ne sont pas les seuls.

REMY COUGNEN

France

Société

L'auteur, Robert Zaretsky, enseigne l'histoire de France à l'université de Houston, au Texas. La traduction française de son dernier ouvrage, *Camus : éléments d'une vie*, paraît en octobre 2010 aux éditions Gaussen.



La retraite à 60 ans, cette douce hérésie

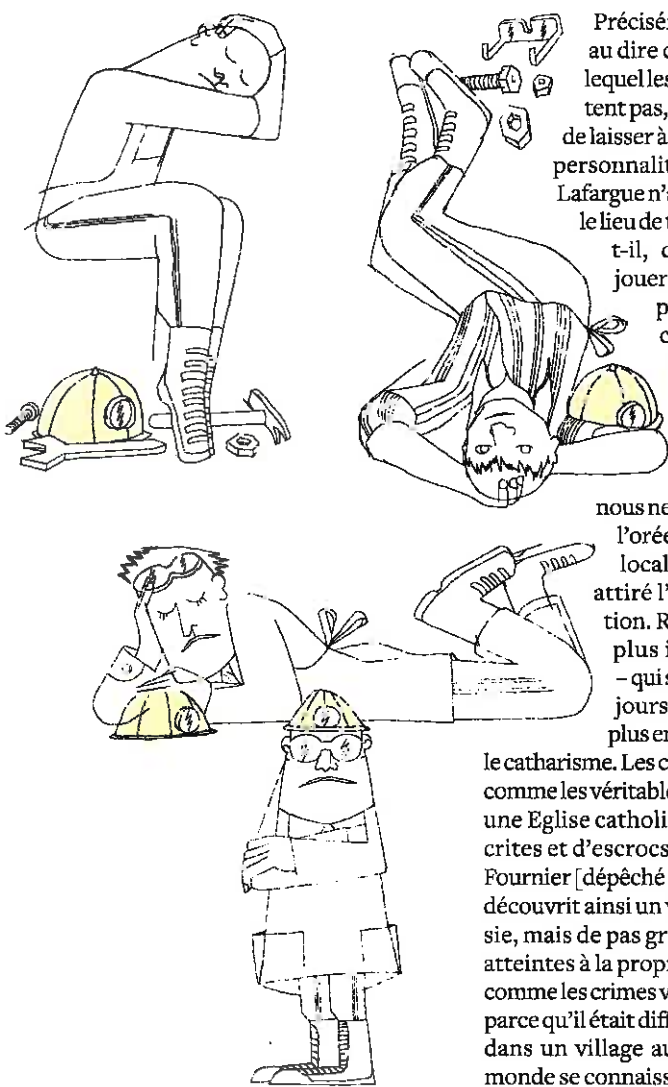
Un journaliste américain tente de comprendre pourquoi les Français sont si attachés à conserver leurs acquis. Travailler moins pour profiter davantage de la vie : et s'ils avaient tout compris ?

Foreign Policy (extraits)
Washington

Tout événement est de l'histoire contemporaine – même les événements que l'avenir nous réserve. Cette année marque le 35^e anniversaire de la publication en France de *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, d'Emmanuel Le Roy Ladurie [éd. Gallimard]. Le sujet du livre – la vie quotidienne d'un village isolé, au XIV^e siècle – ainsi que l'intrigue (il n'y en a pas) auraient dû le vouer à une obscurité instantanée et durable. Au lieu de cela, l'ouvrage est devenu un best-seller surprise. Les raisons du succès improbable, dans la France des années 1970, de cette enquête historique restent valables de nos jours. Les connaître nous permettra de mieux comprendre les grandes grèves qui paralysent actuellement le pays et menacent de vider de leur substance les réformes économiques et sociales proposées par Nicolas Sarkozy.

Contre le travail inhibiteur

Montaillou s'inscrit sans tapage dans cette tradition littéraire française qui sait traiter de la paresse avec le sérieux et l'intelligence nécessaires. Un exemple plus ancien en avait été fourni avec l'appel aux armes de Paul Lafargue dans *Le Droit à la paresse* [1880]. Beaucoup plus récemment, *Bonjour paresse* de Corinne Maier [éd. Michalon, 2004] en est un autre. Ces deux ouvrages dénoncent le même phénomène : la nature inhibitrice du travail moderne. Que ce soit à l'usine ou au bureau, le travail est devenu mécanique et fastidieux. Plutôt qu'une tendance, c'est



† Dessin d'André Ruivo paru dans *Público*, Lisbonne.

une thématique pérenne en France. Ce n'est pas un hasard si les *syndicats** à l'origine des récentes grèves à Paris représentent l'immense masse des *fonctionnaires*, ces cols blancs dont le travail consiste en principe à faire marcher les institutions de l'Etat.

Précisément le genre de travail, au dire de Corinne Maier, dans lequel les compétences ne comptent pas, la seule condition étant de laisser à la porte son intellect, sa personnalité et son imagination. Lafargue n'aurait pas désapprouvé : le lieu de travail moderne, assure-t-il, condamne l'homme à jouer le rôle d'une machine à produire du travail. Mais, comme Emmanuel Le Roy Ladurie l'expose avec clarté dans son remarquable ouvrage, cela fait plus d'un demi-millénaire que nous ne sommes plus à la fête. A l'orée du XIV^e siècle, la petite localité de Montaillou avait attiré l'attention de l'Inquisition. Rares étaient les villages plus isolés que Montaillou – qui se nichait et se niche toujours dans les Pyrénées – ou plus enclins à l'hérésie du jour*, le catharisme. Les cathares se considéraient comme les véritables chrétiens et rejetaient une Eglise catholique composée d'hypocrites et d'escrocs. L'inquisiteur Jacques Fournier [dépeché par Rome de 1325 à 1328] découvrit ainsi un village coupable d'hérésie, mais de pas grand-chose d'autre. Les atteintes à la propriété étaient rares, tout comme les crimes violents, en grande partie parce qu'il était difficile d'agir secrètement dans un village aussi petit et où tout le monde se connaissait. Mais ce qui dut surprendre et déranger Fournier, encore plus que l'absence de crime, était le manque d'ambition et d'acharnement au travail. Les bons gens de Montaillou ne se tuaient peut-être pas entre eux, mais ils tuaient le temps – ou ils l'auraient fait si le temps avait eu la même importance alors que celle qu'il a de nos jours.

Emmanuel Leroy Ladurie note que, pour les bergers du village, en particulier, la richesse ne se mesurait pas en termes d'argent, de propriétés, ni de possessions. En revanche, une vie était considérée comme riche si elle était remplie de voyages et de rêves, de conversations et de repas entre amis. Le berger, entièrement préservé de l'oppression féodale et religieuse, était le plus libre des hommes à Montaillou. Les moutons signifiaient la liberté. Un berger, écrit-il, ne troquerait jamais sa liberté contre le grossier plat de lentilles souvent donné par ses amis et ses employeurs, [afin de] le stabiliser.

Et même ceux qui servaient les lentilles – les fermiers et les artisans locaux – appréciaient cette même liberté. Ils étaient disposés à travailler pour vivre, mais en aucun cas à vivre pour travailler. Au lieu de passer leur temps à fabriquer une meilleure charrue ou à labourer un

meilleur champ, les paysans de Montaillou faisaient le nécessaire pour mettre de la nourriture sur leurs tables, mais rien de plus. En revanche, ils étaient champions pour se prélasser sur un banc en compagnie d'un ami par une journée ensoleillée ou pour passer la soirée devant un bon feu, aux côtés de leur amoureuse ou de leur épouse, à se raconter des histoires tout en s'épouillant mutuellement.

Un pays de tire-au-flanc

Certes, le Montaillou médiéval n'est pas la France postmoderne. Beaucoup de choses ont changé depuis cinq siècles. Mais l'Inquisition et, plus important encore, les révolutions protestante, de 1789 et industrielle qui ont suivi ont-elles anéanti l'appétit cathare pour la belle vie ? Emmanuel Leroy Ladurie suggère que Fournier était tombé sur une *mentalité** rurale répandue bien au-delà de la France du Sud-Ouest. La notion selon laquelle le travail fonderait notre identité et notre salut était aussi étrangère à cet état d'esprit archaïque que l'étaient les pièces de monnaie française qui commençaient à circuler dans l'économie régionale. Le sens de la vie reposait plutôt sur ce que, de nos jours, nous classons en vrac dans la rubrique "activités de loisirs" : convivialité et discussions, chansons et commérages, plaisirs de la table et de la chair.

Revenons aux mouvements sociaux en France et aux réactions qu'ils suscitent à l'étranger. Les grèves, dont le but est d'empêcher le gouvernement de faire passer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, ont suscité plaisanteries, dérision, voire colère chez les commentateurs, en particulier américains. Le ton général de ce côté de l'Atlantique oscille entre suffisance et incompréhension. En un sens, notre réaction ("*Comment osent-ils ?*") traduit une impatience similaire à celle des inquisiteurs dépêchés à Montaillou. Sur place, ceux-ci ont anéanti un monde archaïque, moins hérétique que peuplé de gens peu performants et tire-au-flanc.

L'économie mondiale et les institutions transnationales comme l'Union européenne font aujourd'hui la même chose dans la France du XXI^e siècle. Inévitablement, les grévistes de la France d'aujourd'hui, à l'instar des bons citoyens de Montaillou, finiront par se plier aux forces politiques et économiques de l'époque. Mais les braises d'une hérésie d'un autre genre resteront-elles ardentes ? Et, si oui, ne faudrait-il pas s'en réjouir ?

Bonjour paresse ? Les Français n'ont jamais dit *au revoir**. Rien d'étonnant à ce que cela heurte la sensibilité américaine. Si nous étions sincères avec nous-mêmes, nous n'aurions jamais voulu dire "*good-bye*" non plus. **Robert Zaretsky**

* En français dans le texte.



Culture 23

Budget de la culture annoncé en hausse

Priorité sera donnée aux industries culturelles

Avec près de 7,5 milliards d'euros de crédits, le budget culture et communication 2011 est en augmentation de 2,1% par rapport à 2010 (+154 millions d'euros), a annoncé le ministre, Frédéric Mitterrand, mercredi 29 septembre. Mais au même moment, son entourage traduisait : « *En clair, le budget est stabilisé... Ensuite, il y a des ventilations par secteur, selon les orientations du ministère.* »

Celles-ci sont sans ambiguïté : Frédéric Mitterrand assume que les industries culturelles sont « *la nouvelle frontière* » de l'action du ministère. A ce titre, elles bénéficieront de son « *puissant soutien* ». Il s'agit, pour le ministre, « *d'accompagner les mutations considérables que connaîtra la création artistique avec l'essor du numérique et le poids grandissant du marché* ». Il a annoncé que ses services prépareraient un projet de loi sur le prix unique du livre numérique, en lien avec des parlementaires.

Culture et développement économique vont de pair. C'est grâce à ce couple moteur que la culture n'a pas subi de coupes, a reconnu M. Mitterrand : « *Alors que la plupart des pays européens ont choisi de tailler, parfois massivement, dans les budgets de la culture, la France a fait un choix différent. Le gouvernement a décidé de préserver et de sanctuariser les crédits de ce ministère (...). Comme l'a dit le président de la République (...) en mai dernier, l'offre culturelle est un élément déterminant de notre attractivité et de notre développement économique.* »

Parmi les huit priorités, figure la mise en valeur du patrimoine « *parce qu'il est un facteur de développement culturel et touristique en région* ». Les moyens alloués au patrimoine historique « *sont maintenus* » au niveau de 2010, soit 375 millions d'euros.

Autre dossier attendu, le plan musée bénéficiera de 70 millions d'euros sur le budget de 2011-2013. Sur le volet social, une surprise : la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, en vigueur dans tous les ministères, ne s'appliquera pas dans les établissements d'enseignement supérieur dépendant de la Rue de Valois. Sont concernées notamment l'Ecole du Louvre, les Ecoles nationales supérieures des beaux-arts, ou la Femis pour le cinéma : « *Je veux rassurer leurs directeurs et leurs enseignants : leurs emplois seront sanctuarisés* », a affirmé M. Mitterrand, saluant le fort taux d'insertion des jeunes issus de ces écoles.

« Très inquiet »

Le spectacle vivant en région voit son enveloppe « *préservée* » avec 276 millions d'euros. François Le Pillouër, président du Syndeac, le plus puissant syndicat des patrons du spectacle vivant (centres dramatiques nationaux, scènes nationales...), se dit pourtant « *très inquiet* ». Ce dernier, également directeur du Théâtre national de Bretagne, à Rennes, déplore que « *la dotation n'[augmente] pas du fait de l'inflation et des projets nouveaux, comme la Philharmonie ou la carte Musique Jeunes qui va coûter 25 millions d'euros. On ne peut qu'être en faveur de ces nouveaux projets, sauf quand les budgets stagnent. Tout cela se fera forcément au détriment des structures historiques* ».

François Le Pillouër a une autre inquiétude : « *Des rumeurs disent que le ministère pourrait être obligé de donner 10 millions d'euros au Conseil de la création artistique, de Marin Karmitz* », sorte de boîte à idées du ministère de la culture présidée par Nicolas Sarkozy. Et bête noire du Syndeac. ■

Clarisse Fabre

Cinéma

Qui a tué le septième art ?

Le romancier britannique Will Self endosse les habits de détective et mène l'enquête à Hollywood.

The Times Londres

Rassurez-vous, je ne vais pas donner dans le biopic gnangnan, mais je vais tout de même devoir vous raconter des choses sur moi. Vers la fin du printemps 2007, je me suis retrouvé attablé avec des figures des lettres britanniques dans un restaurant de Toulouse. À côté de moi était assis le romancier Jonathan Coe. Nous avions tous deux participé au Marathon des mots, une sorte de bête curieuse, un festival français de littérature. La conversation portait sur tout et rien, et, à un moment, elle a bifurqué sur le cinéma. J'ai alors formulé une idée qui me tracassait depuis quelque temps. *"Le cinéma est mort, ai-je déclaré. Je ne veux pas dire par là qu'on ne fait pas de films ou que personne n'en regarde, juste que le cinéma n'est plus le mode narratif dominant, que son hégémonie de près d'un siècle sur l'imagination de la majeure partie de la population mondiale a pris fin."*

En fait, je ne crois pas m'être exprimé avec autant d'aisance, mais j'espère que vous me pardonneriez si certaines conventions cinématographiques se glissent dans mes propos. Je ne crois pas non plus que Jonathan ait répondu avec l'éloquence spontanée que je lui prête ici – après tout, il réglait son sort à un steak en même temps qu'il parlait –, mais voilà la teneur de ses propos : *"Je vois ce que tu veux dire. L'année dernière, j'ai été juré au Festival d'Édimbourg et, sur les dix films en lice dans la catégorie long-métrage britannique, aucun, je dis bien aucun, n'est sorti en salles."* Cela a fait son chemin dans ma tête et, bien que je n'aie pas réagi immédiatement, l'idée d'une enquête m'est venue à l'esprit : en effet, si le cinéma était mort, il y avait forcément un assassin.

À l'automne suivant, je suis allé à Los Angeles dans le cadre d'une tournée de promotion pour l'un de mes livres et j'ai dîné avec mon agente de longue date, Stevie Rosenbloom, au cœur vertigineux de Downtown, dans la salle au ► 52



Usine à rêves

Des touristes se font photographier avec un sosie de Freddy, le personnage des *Griffes de la nuit*, sur Hollywood Boulevard, devant le célèbre Mann's Chinese Theatre.

Long
courrier



BARRY LEWIS/IN PICTURES/CORBIS

50 4 décor inspiré de Mondrian du *Café Pinot*, à côté de cette fantaisie architecturale de style mission espagnole qu'est la bibliothèque publique de Los Angeles. J'ai trouvé que le décor faisait suffisamment "film noir" pour faire part à Stevie de mon soupçon que quelque chose – ou quelqu'un – avait tué le cinéma. Je m'attendais à ce qu'elle réplique, vu qu'elle est née à Los Angeles et qu'elle a travaillé toute sa vie dans l'industrie cinématographique. Elle a gardé le silence un moment, puis m'a dit : "T'as raison." "Tu sais, j'espère un peu que le cinéma finira comme le théâtre, un mode d'expression secondaire, certes, mais vénéré, qui donne des œuvres originales, mais à présent... je sais plus trop quoi penser."

J'ai enfoncé le clou : "La question est la suivante, Stevie : si le cinéma est mort, qui l'a tué ?"

Elle a soupiré : "C'est peut-être [le célèbre agent] Mike Ovitz et ses clients à l'ego boursouflé, ou bien les effets spéciaux qui les ont pulvérisés à coups de pistolet laser. Mais c'est peut-être aussi quelque chose de beaucoup moins spectaculaire : la pression vers le bas qu'exerce en permanence le marketing sur l'âme du cinéma, en vendant de plus en plus de merde à des mômes de plus en plus jeunes."

La part du lion de la MGM

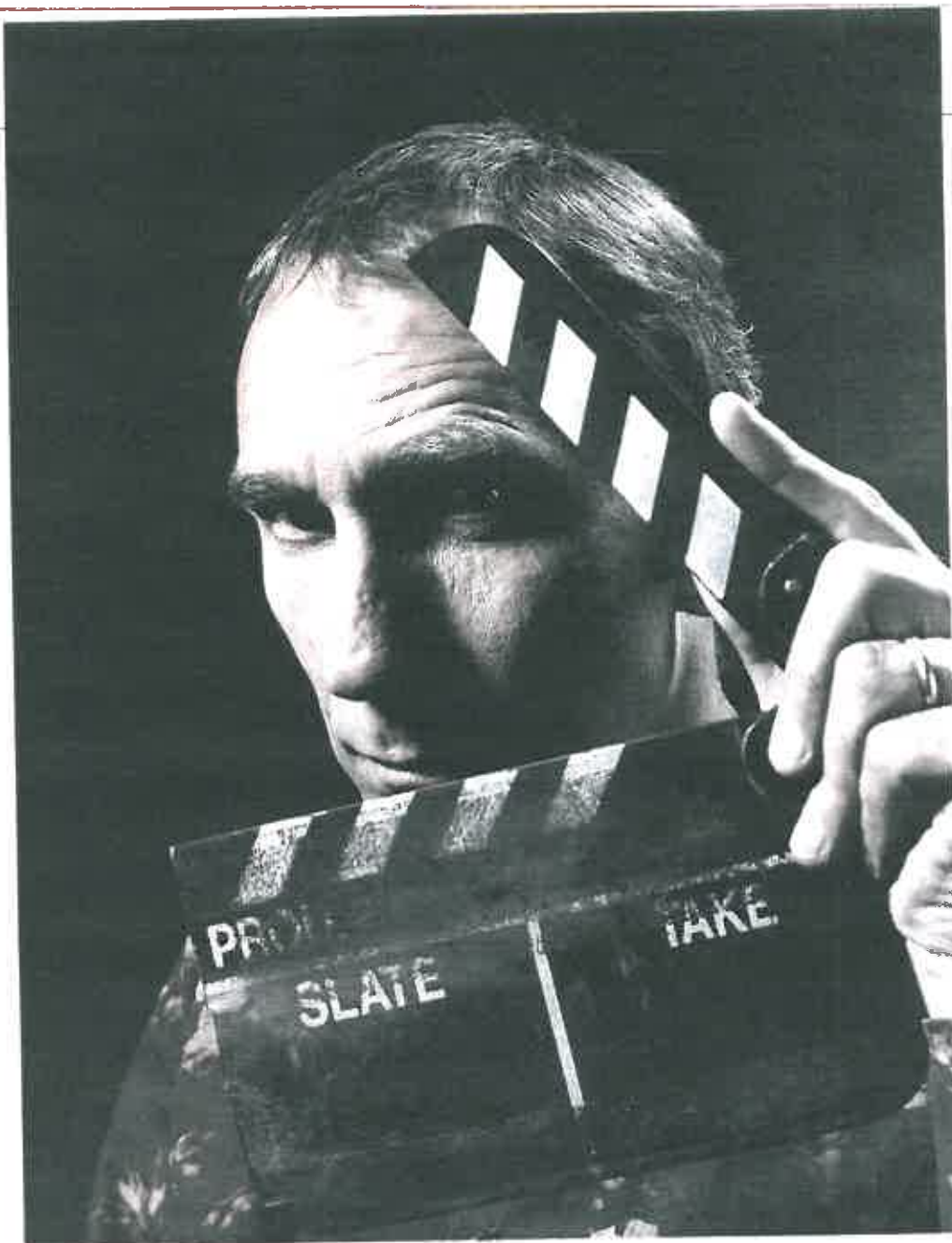
Nous avions cette conversation déprimante à un moment crucial de l'histoire de Hollywood : les scénaristes étaient sur le point de se mettre en grève, le casus belli étant la part des recettes issues de la diffusion sur les nouveaux supports que les studios proposaient de leur reverser. Mais, comme Stevie l'a aussitôt fait observer, "les généraux des deux camps se livrent une guerre dépassée, la bagarre remonte aux années 1980, au moment où les scénaristes ont perdu la bataille du pourcentage sur la location de vidéos. Personne ne sait vraiment quel est l'enjeu aujourd'hui, si tant est qu'il y en ait un. Ils se disputent sur le montant du pourcentage sur la diffusion Internet de [la série télé] Dharma et Greg."

Il ne nous avait pas échappé non plus à tous deux qu'en 2007 la vente de jeux vidéo avait dépassé les recettes du cinéma. Certes, dans les années qui ont suivi, les multiplexes ont battu tous les records d'entrées, mais seulement grâce à une poignée de films "à grand spectacle" – les *Avatar* et leurs avatars – qui avaient incité les ados à poser leurs gros culs sur des fauteuils de cinéma avant de retourner chez eux à leur Xbox. Mais par cette soirée venteuse de novembre 2007, Stevie n'avait qu'une seule chose à me dire : "Si on a tué le cinéma, qu'est-ce que tu comptes faire, Will ?" Je dois admettre que je n'étais pas le meilleur détective pour ce boulot : d'une certaine façon, j'étais un suspect. En effet, vu le nombre de fois où l'on a annoncé la mort du roman et imputé le crime au cinéma, un auteur de livres (comme on nous appelle aux States) aurait indubitablement un mobile : pas seulement la vengeance, mais aussi la jalousie. Le cinéma a eu la part du lion de la MGM du glamour, de l'argent, du sexe et de la célébrité qu'offre l'usine à rêves. On voit régulièrement des romanciers aspirés par les sables mouvants de l'industrie cinématographique : ils vont à des réunions, font le "pitch", rêvent d'adaptation de leur œuvre flottant dans l'air parmi les grains de poussière dorée. Ces pauvres n'ignoraient pas le sage conseil donné par Martin Amis aux auteurs de livres : "Ne croyez pas qu'on a adapté une de vos œuvres tant que vous n'avez pas loué la vidéo."

J'avais eu ma part de faux espoirs. Stevie avait réservé les droits d'adaptation d'un de mes livres pendant plus de dix ans. Un producteur célèbre avait été sollicité, un bon scénario avait été écrit, des acteurs s'étaient embarqués dans l'aventure, il y avait même eu un article dans *Variety* disant que le tournage était sur le point d'être programmé. Il ne l'a jamais été. J'ai eu l'impression

L'auteur

Né à Londres en 1961, Will Self (à droite) s'est taillé une réputation d'enfant terrible des lettres britanniques. Ce gros consommateur de drogues en tout genre a commencé sa carrière en 1991, avec un recueil de nouvelles intitulé *La Théorie quantitative de la démence* (Seuil, coll. "Points", 2001), qui lui vaudra d'être sacré meilleur auteur de l'année. Ses livres suivants – le recueil *Vice-versa* (Seuil, coll. "Points", 1998) et *Les Grands Singes* (Seuil, coll. "Points", 2000) – confirmeront son talent pour la satire sociale un peu déjantée. Son dernier roman traduit en français, *Le Livre de Dave* (éd. de l'Olivier, 2010), raconte l'histoire d'un chauffeur de taxi londonien misogyne et xénophobe, devenu prophète cinq siècles après sa mort. Le texte que nous publions ici est un extrait de son nouveau livre, *Walking to Hollywood* [A pied à Hollywood], qui vient de paraître au Royaume-Uni, aux éditions Bloomsbury.



PHIL FISK/THE TIMES

de m'être fait plaquer par l'industrie du cinéma mais, je l'avoue, je me suis aussi senti trahi personnellement. C'était peut-être l'une des maladies de l'industrie de la fiction, mais ma capacité à croire au cinéma déclinait depuis plusieurs décennies. Cela avait commencé par les films de genre – les comédies sentimentales, l'épopée de science-fiction, les films d'horreur et ceux d'action –, puis très vite je me mis à trouver des drames sérieux franchement ridicules. Je voyais toujours la perche suspendue juste hors champ et tenue par un type en doudoune sans manches. Je me précipitais sur les anachronismes et les erreurs de script comme un faucon sur sa proie. Et puis, comme tout le monde, je me suis mis à ne plus voir les personnages représentés mais les accessoires de plusieurs millions de dollars qui les interprétaient.

Avec une vision aussi négative des choses, je n'étais probablement pas la personne indiquée pour traquer les tueurs du cinéma. Je me suis même demandé si je l'avais jamais aimé. Puis j'ai repensé à mon enfance, à mon adolescence et à mes premières années d'adulte, à ce temps où le cinéma était une façon d'appréhender le monde,

Je voyais toujours la perche suspendue hors champ et tenue par un type en doudoune sans manches.

un manuel de style multidimensionnel, un moyen de se détendre et de rigoler et, surtout, un partage de références. Sans cette foule de références cinématographiques communes – presque autant que de références musicales –, on voit mal comment ma génération formerait un tout cohérent. Ce qui nous unit, c'est Steve McQueen lançant une balle de base-ball contre un mur de cellule, Lauren Bacall rapprochant les lèvres pour siffler, Anthony Hopkins aspirant des fèves invisibles... Le cinéma était notre être-au-monde, le miroir dans lequel nous pouvions vérifier non pas le bord de notre chapeau, mais le pourtour de notre tête.

Des mômes de 8 ans blasés

Bien entendu, le cinéma produit encore de bons films, et même d'excellents. Il serait absurde de le nier. Mais c'est sa prééminence culturelle qui a disparu à jamais. Lorsque je parle avec les aînés de mes enfants – ils ont aujourd'hui autour de la vingtaine – ou, plus exactement, que j'écoute les conversations qu'ils ont avec leurs copains, je n'ai pas le sentiment que le cinéma joue un rôle central dans leur vie, mais plutôt qu'ils sont dans un tel tourbillon d'images animées – télé, ordinateurs, consoles de jeu, vidéosurveillance, téléphones – que le grand écran n'est qu'une chose qui flotte au loin, une présence spectrale que seul peut réveiller le nouveau grand spectacle. En un sens, la nouvelle vague de films en 3D confère une circularité astucieuse au processus d'essor et de déclin du cinéma. Il avait commencé comme spectacle pur et simple, et la légende veut que les premiers spectateurs aient été terrifiés par l'image d'un train fonçant sur eux. Aujourd'hui, Hollywood tente d'inspirer à nouveau ce respect mêlé de crainte des origines avec la 3D, mais, malheureusement pour les studios, le public, même lorsqu'il est composé de jeunes enfants, est bien trop évolué pour se laisser prendre.

Long courrier

Mais cela ne l'empêche pas d'être passif et inexpérimenté : les mômes sont capables de trouver des failles, mais on a parfois l'impression qu'ils ne savent plus les combler car les techniques de capture de mouvements et les effets spéciaux exercent un tel pouvoir que, au lieu d'emmener notre imagination avec nous dans la salle, nous la laissons à la porte. En plus, ça ne marche même pas : les films engendrés par ces technologies sont des produits marketing, des tours de manège dans un parc d'attractions ou de futurs jeux vidéo ratés. J'ai entendu des mômes de 8 ans complètement blasés dire qu'ils préféreraient voir des choses en 2D.

400 films par an

La production s'est délibérément dégradée, mais la diffusion aussi. L'année dernière, j'ai parlé avec David Lynch, un vrai auteur, des raisons qui l'avaient poussé à distribuer lui-même son dernier film, *INLAND EMPIRE*. "J'adore le film, Will, m'a-t-il répondu. Mais le circuit de salles est en train de mourir. Les ventes de DVD baissent, tout va sur Internet, et mon film s'est retrouvé pris là-dedans. En plus, il dure trois heures, Will, et personne ne l'a compris." Puis il s'est mis à chanter les vertus de ce qu'il estime être "la projection parfaite, dans une salle silencieuse, avec un bon son, parce que c'est comme ça qu'on peut vraiment entrer dans l'univers du film". Il regrettait la disparition des salles. "C'est dommage." Oui, ce qui est dommage c'est la disparition d'une expérience collective, comme du temps où il n'y avait que trois chaînes de télévision hertziennes et que les gens regardaient tous les mêmes émissions et en parlaient ensuite. Jusqu'aux années 1980, on pouvait être sûr que tout le monde avait vu les mêmes films à peu près au même moment.

Quoi qu'il en soit, si je voulais vraiment jouer les détectives, la meilleure chose à faire était de battre le pavé. J'ai donc décidé que, l'année suivante, j'irais à Hollywood à pied depuis l'aéroport en passant par Downtown, puis que je pousserais jusqu'à Culver City pour rencontrer Michael Lynton, le patron de Sony Pictures. Quel meilleur moyen de mettre la main sur le meurtrier du cinéma que de m'approcher de lui à pas de loup de cette façon manifestement peu cinématographique ? La marche est un mouvement trop lent pour le cinéma, en tout cas pour les plans d'une fraction de seconde en vigueur aujourd'hui à Hollywood. Marcher est une affaire de réflexion plutôt que d'action : Rousseau disait que l'allure de la pensée suit celle de la marche. Quelque chose me disait que, pour débusquer l'assassin du cinéma, j'allais devoir autant m'adonner à la contemplation que cuisiner les suspects habituels.

C'est ce que j'ai fait. Je suis allé à Hollywood à pied. Plus exactement, j'ai marché de mon domicile, dans le centre de Londres, jusqu'à Heathrow, en passant par les studios Pinewood, près d'Uxbridge. Puis j'ai pris l'avion pour Los Angeles, où j'ai effectué une boucle de presque 200 kilomètres.

Partout où je suis allé et avec tous ceux que j'ai rencontrés, j'ai soulevé la question de la mort du cinéma. Parmi les gens avec qui j'ai parlé sérieusement, personne ou presque n'a cherché à la nier, de [l'acteur] Daniel Craig, sur le plateau du dernier James Bond, à Dean Kuipers, le responsable des pages Culture du *Los Angeles Times*. Lorsque je suis enfin arrivé à Culver City, Lynton a reconnu que le cinéma avait perdu sa capacité à surprendre, ainsi qu'une certaine signification sociale. Comme moi, il a grandi avec les films hollywoodiens anticonformistes des années 1970 et du début des années 1980, une période de créativité qui a débuté avec *Chinatown* et s'est achevée avec *Apocalypse Now*.

Mais ce qui préoccupait le plus ce nabab moderne, c'était l'avènement des enregistreurs vidéo numériques comme le TiVo. "Dans les années

1970, il y avait peut-être 60 ou 70 films qui sortaient chaque année, aujourd'hui il y en a 400, m'a-t-il expliqué. Si l'on veut attirer les gens dans les multiplexes, nous devons centrer nos spots à la télévision sur le week-end précédant la sortie du film. Et encore, maintenant ils ont la possibilité de zapper les pubs." La seule personne à Hollywood qui ait tiqué à l'idée que le cinéma était moribond a été l'auteur de livres Bret Easton Ellis. Il trouvait qu'il y avait encore de l'innovation, comme l'avait montré la comédie ado *En cloque, mode d'emploi* (2007). Je n'ai pas su dire s'il était ironique, car si j'ai gardé du film le souvenir d'une farce assez plaisante, ce qui m'a le plus marqué c'est le compte-rendu incroyablement long et alambiqué qu'en a fait le critique Anthony Lane dans *The New Yorker*.

En fait, lorsque je considère le cinéma d'un point de vue critique, je le vois de plus en plus comme un tas de chutes de pellicule éventré sur le sol d'une salle de montage. Aux critiques qui avaient abordé sérieusement le nouveau cinéma – comme Dilys Powell dans *The Sunday Times* – ont succédé des gens qui pondent des analyses indigestes de navets décadents. Une poltronnerie que j'ai eu l'occasion de constater pendant la courte période où j'ai été critique de cinéma à l'*Evening Standard*. Après avoir remis mon compte rendu sur cette idiotie pompeuse et ennuyeuse au possible qu'est *Matrix Reloaded*, j'ai été réveillé à 6 heures du matin par le rédacteur en chef, qui m'a fait jurer – oui, jurer – que j'avais vu le film en entier parce que le studio affirmait que j'étais parti au milieu de la projection. En fait, j'étais allé aux toilettes et le publicitaire aux yeux de chouette ne m'avait pas vu revenir. J'aurais préféré ne pas le faire, comme j'aurais aimé partir avant la fin de la superproduction à effets spéciaux de l'été, *Inception*, un film qui, loin d'être intelligent, n'est que l'idée que se fait un imbécile d'un film intelligent. Ce n'est pas un hasard si, lorsque les cinéastes déforment la réalité comme un ruban de Möbius, ce sont les films dits pour enfants – de tout âge – qui montrent le plus de maturité. Dans les multiplexes, le vrai film pour "adolescents" est *Toy Story 3*, car il permet aux ados de 30 et 40 ans, mis en confiance par l'ironie présente en filigrane, de redécouvrir le spectacle de la lanterne magique.

Les poubelles de l'histoire visuelle

Différentes versions de ces réflexions et de ces pistes m'ont tracassé tout au long de ma semaine de déambulation dans Los Angeles en juin 2008. Je m'étais lancé dans une quête, avec l'intention de m'éloigner de tout ce qui pouvait avoir trait au cinéma, mais, en voyant se succéder des affiches pour des films – *L'Incroyable Hulk*, *Wanted : choisis ton destin*, *Love Gourou* – qui, à peine sortis, iraient en rejoindre d'innombrables autres dans les poubelles de l'histoire visuelle, je m'étais senti de plus en plus déprimé. Certes, j'avais pressenti que le cinéma était mort, mais sans vraiment y croire. J'avais espéré que, malgré son allure tranquille – un lent travelling de plusieurs heures –, mon périple resterait agréablement cinématographique. Je m'étais dit que le livre que j'écrirais sur le sujet serait une sorte de documentaire, mais, au fil des kilomètres, et pendant que les studios Universal partaient en fumée, j'ai compris que je ne pouvais en aucune façon prétendre à l'objectivité. Ce n'était pas le scénario d'un biopic ngnan que je devais écrire, mais des Mémoires délibérément déformés. Il apparaissait, comme les auteurs de livres Nathanael West, F. Scott Fitzgerald, Budd Schulberg et Joan Didion l'avaient découvert avant moi, que la seule façon de satiriser cette mer des Sargasses de l'imagination qu'est Hollywood était d'en faire une œuvre de fiction. **Will Self**

Tendance

C'est à la télé que ça se passe

Le cinéma occupe encore une place centrale dans la culture populaire. Il est plus grand que la télévision, plus spectaculaire que les jeux vidéo, plus important que les vidéos virales sur Internet – même si toutes ces choses peuvent être plus intéressantes, plus rentables ou plus marrantes. Tout le monde aime le cinéma ! Mais la relation entre le cinéma et son public traverse une mauvaise passe. Cet été, les recettes ont atteint des records, mais le nombre de spectateurs n'a jamais été aussi bas depuis l'été 1997. Cet apparent paradoxe s'explique par la hausse du prix des places et notamment par la pratique qui consiste à appliquer un supplément pour les films en 3D. D'autre part, le marché est de plus en plus segmenté, et il est rare désormais que tout le monde aille voir les mêmes films. De temps en temps, toutefois, il y en a un qui transcende tous les clivages et devient l'objet de débats passionnés. Mais quand cela est-il arrivé la dernière fois ? Y a-t-il un film parmi les sorties de cet automne qui suscitera le genre de frénésie que provoquent régulièrement les séries télévisées ?

Prenez la décennie passée : combien de films ont égalé la complexité psychologique et la densité sociologique des *Sopranos* ou de *The Wire* ? Combien ont abordé l'histoire américaine récente avec la verve et la finesse de *Mad Men* ? Ou transformé l'indétermination et l'ambiguïté en divertissement de haut vol avec la conviction de *Lost* ? Les rapports traditionnels entre cinéma et télévision se sont inversés, les films américains devenant frileux et prudents tandis que les séries sont souvent plus audacieuses, plus actuelles et sont prêtes à prendre le risque de froisser. Il s'agit peut-être moins d'une ligne de faille esthétique que d'une division du travail au sein de l'entreprise, puisque les réseaux de chaînes et les studios de cinéma appartiennent aux mêmes conglomérats et que les producteurs, les réalisateurs, les acteurs et les scénaristes passent souvent d'un secteur à l'autre. En outre, vu sous un autre angle – de votre canapé au mur de votre salon, par exemple, ou de votre fauteuil à votre ordinateur portable ou à tout autre écran mobile que vous avez dans la main –, la différence entre le cinéma et la télévision devient de plus en plus ténue au fil des jours. Il se pourrait que les films les plus intéressants, les plus surprenants, les plus stimulants intellectuellement de la rentrée vous parviennent grâce à la vidéo à la demande (VoD) ou au *streaming* [diffusion en continu] et ne soient projetés que dans une poignée de salles, afin que les critiques aient la possibilité d'en parler.

A. O. Scott *The New York Times* (extraits) New York

A lire

A l'occasion de l'édition 2010 de son *Annuel du cinéma*, qui dresse le bilan de l'année écoulée, l'éditeur Les Fiches du cinéma a publié en mai dernier *Chronique d'une mutation – Conversations sur le cinéma (2000-2010)*. A travers plus de 80 entretiens réalisés entre 2000 et 2010 avec des professionnels français ou étrangers, l'ouvrage analyse les profonds bouleversements qu'a connus le septième art ces dix dernières années et esquisse des pistes pour l'avenir.

La lenteur : une idée neuve, vraiment ?

Prisonniers du court terme, nous serions devenus incapables de diriger nos vies. Il faudrait ralentir pour réinventer la vie. Loin d'être propre à notre époque, cette idée est vieille comme le temps...

PAR PHILIPPE PETIT

C'est une vieille idée et pourtant elle se présente à nous comme une idée neuve. Il est facile de la résumer. Si on voulait réinventer la vie, il faudrait réapprendre la lenteur. C'est un peu grossier, mais c'est une vue qui transparaît dans le discours des partisans de la critique sociale ou de la décroissance. On la croise sous la plume d'écrivains, tel Milan Kundera dans *La Lenteur* (1995), ou bien chez Pierre Sansot dans son *Du bon usage de la lenteur* (1998). On la rencontre également chez le philosophe Bruce Bégout, l'auteur de *La Découverte du quotidien* (2005), qui prend le temps de renouer avec l'esprit des lieux et la vie ordinaire, dans une veine inspirée de George Orwell. Notre époque, en effet – mais est-ce un

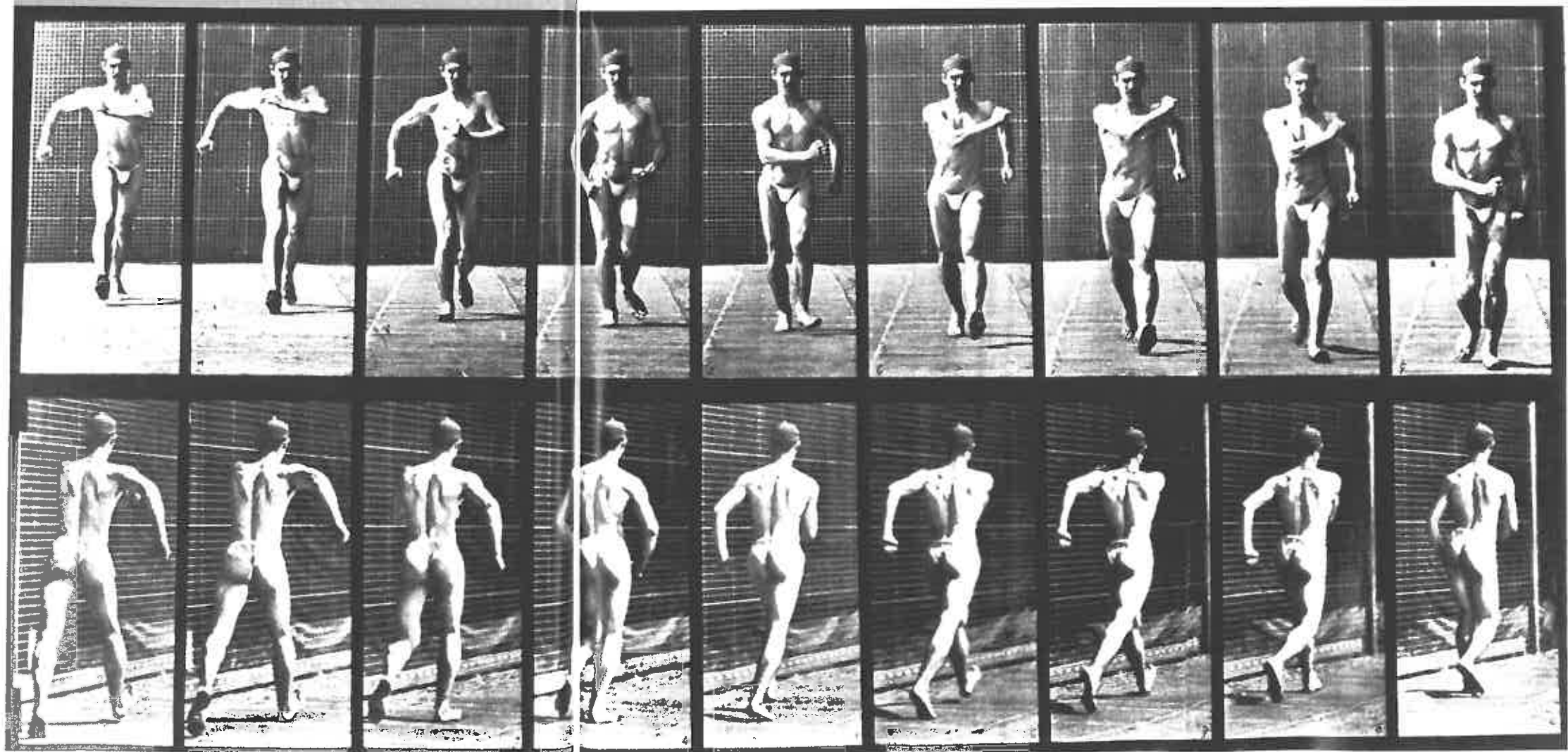
« Walking », du photographe Eadweard James Muybridge (1830-1904), pionnier de la décomposition photographique du mouvement.

trait qui lui est propre ? – serait celle de l'accélération du temps, de la vitesse, de la compression du présent. L'histoire, l'économie, la politique, le rythme de nos vies seraient comme emportés par une frénésie de mouvement, au point de bouleverser notre perception du temps et d'appauvrir notre rapport au monde. Tout va beaucoup trop vite, se plaignait, avant l'été, Jean-Louis Servan-Schreiber dans un livre hâtif qui blâmait sans retour notre société en surchauffe (1). Prisonniers du court terme, enfermés dans la cage de fer du turbo-capitalisme, possédés par la soif du changement, flexibles à souhait, nous serions devenus des joueurs qui jonglent avec le temps, incapables de diriger notre vie, d'en reconstituer la trame ou de se laisser porter par elle. Dans un livre impor-

tant, Hartmut Rosa, sociologue allemand enseignant à Iéna, évoque, lui aussi, cette accélération sociale du temps (2). Il s'interroge sur cette perte progressive de l'expérience, ce manque de temps, ce mouvement perpétuel, caractéristique, à ses yeux, de notre société, et qu'il tient pour responsable de la décadence de l'idée de progrès, et de l'impuissance de la politique. Les contraintes et les promesses de l'accélération et de la croissance auraient fini par engendrer une sorte de porosité entre la sphère privée et la sphère publique, et il ne serait plus possible de les

L'histoire, l'économie, la politique, le rythme de nos vies seraient emportés par une frénésie de mouvement.

maintenir séparées comme elles l'étaient au temps du fordisme. Une nouvelle dynamique du capitalisme aurait alors vu le jour, moins centrée sur la seule rationalisation du travail, plus soucieuse de combiner la vie hors de l'entreprise et en son sein, de motiver les salariés, de les mobiliser en tant que personnes, afin de satisfaire son exigence de flexibilité et d'accélération sociale. Sous les décombres de l'ancien productivisme, une nouvelle intensification du travail aurait vu le jour. Vrais ou faux, ces constats n'ont pas de valeur en soi. Car il ne faudrait pas croire que cette pression – inégale selon les situations sociales – pouvant engendrer du stress, voire des suicides, disparaisse comme par magie durant le temps libre, qu'il soit consacré ou non aux tâches ménagères. ➤



akg-images / spi

➤ Rosa distingue avec raison « les ressources temporelles », ce qu'on appelle communément la disponibilité, et la perception du temps. Or, concernant cette dernière, le doute n'est pas permis. L'impression de ne pas avoir le temps, souvent éprouvée sous la forme de l'urgence, est une impression partagée. Le sentiment que le temps passe vite, alors que la vie s'allonge, l'est également. Les enquêtes sont formelles. Tout se passe comme si la concurrence par le temps – produire plus vite, satisfaire le client en un temps record, réduire les stocks en augmentant l'offre – avait contaminé l'ensemble de nos activités.

Rosa, en digne héritier de l'école de Francfort, en est convaincu : nous sommes – ou nous serions – des victimes de l'anéantissement de l'espace en même temps que d'une accélération du rythme de vie. L'urbaniste Paul Virilio lui emboîte le pas, en cette rentrée, dans un essai au vitriol, où l'histoire se referme et les individus se recroquevillent dans une mobilité forcée, contre tout espoir (3) : tel serait le véritable paradoxe de l'accélération. Il nous révélerait une connivence secrète entre l'agitation de surface et l'immobilisme, le mouvement et l'inertie, l'enthousiasme et l'ennui, ces deux modes opposés de la dissolution de l'histoire. « L'histoire n'arrive plus à se dépasser [...]. Elle s'ensevelit dans son propre effet immédiat », écrivait déjà Jean Baudrillard en l'an 2000. Le changement rapide serait aujourd'hui perçu par de nombreux Européens fatigués comme ce que Virilio nomme une « immobilité fulgurante ». Décidément, le temps passe trop vite. Nos vies ne sont plus synchrones.

Michel Houellebecq a raison !

Pas si vite que ça...

Ralentir ? C'est une solution. Mais elle ne nous paraît pas suffisante. L'aménagement du temps de travail ne supprime pas forcément

cette immobilité fulgurante. Alors, pourquoi ce sentiment d'étiolation du temps a-t-il fini par s'imposer au point de devenir un lieu commun ? Et d'où vient cette peur de l'accélération, dont il convient de prendre acte, mais aussi de se méfier ?

Ce n'est pas en opposant seulement la lenteur à la vitesse que l'on répondra à la question. « Jamais on n'ira assez lentement, ni pour les autres ni pour soi », écrivait le philosophe Alain en mars 1910. Cette affirmation ne vaut pas explication. Et ce n'est pas parce que les événements semblent se précipiter qu'il faut céder au sentiment d'une fuite en avant. La lenteur peut être une réponse à l'accélération historique, technologique, sociale, mais encore faudrait-il auparavant définir la vitesse, la mesurer, avant d'en affirmer la prégnance. Car il n'est pas vrai que tout s'accélère, et que nos vies sont emportées par une frénésie irréversible. Le progrès technique en apporte la preuve. Lorsque le Concorde s'est écrasé le 25 juillet 2000 sur un hôtel de Gonesse, faisant 113 morts, le temps s'est arrêté et la révolution des transports, que l'on croyait en marche, a fait une pause.

Les géographes sont parfois mieux placés que les historiens pour nous aider à mesurer le monde. Quand on a lancé les chemins de fer au XIX^e siècle, Audibert, l'ingénieur du moment, s'est écrié : « Si nous parvenons à faire arriver les trains à la seconde près, nous aurons doté l'humanité de l'instrument le plus efficace pour la construction du monde nouveau. » Celui-ci est effectivement advenu, mais, après le train, il y eut l'avion. Et maintenant que l'avion ne sert plus uniquement

à observer les champs de bataille, on peut affirmer aujourd'hui qu'il est un accélérateur de vitesse autant qu'un régulateur. « La mondialisation contemporaine n'est pas synonyme d'accélération sans fin. Au contraire, on observe depuis une vingtaine d'années une structuration des réseaux mondiaux

« Jamais on n'ira assez lentement, ni pour soi ni pour les autres », écrivait le philosophe Alain en mars 1910.

qui, au lieu de favoriser l'actualisation des vitesses potentielles maximum, fixe une gamme de vitesses d'exploitation bien en dessous des possibilités qu'offre la technique du moment », souligne le géographe Patrick Poncet (4). Il est inutile d'entrer dans le détail de son explication, le fait est là : entre les navettes qui rivalisent entre elles et les plates-formes qui font du surplace, il n'est pas nécessaire d'avoir fait Polytechnique pour s'apercevoir que le temps passé dans les aéroports a augmenté et que, de leur côté, les gares TGV construites en pleine campagne sont des trompe-l'œil. Elles font gagner du temps à ceux qui ont une voiture.

Autrement dit, le progrès de la vitesse a toujours eu des effets contradictoires. L'ennemi numéro un des grandes compagnies est aujourd'hui le retard des vols résultant de l'engorgement des infrastructures aéroportuaires. Et ne parlons pas de la sécurité. Ce raisonnement, appliqué au transport, pourrait aussi s'appliquer à l'informatique. Le temps qu'il faut pour comprendre un théorème est variable, mais il ne dépend pas de sa vitesse d'arrivée sur mon écran.

Ce raisonnement s'applique aussi à l'actualité. On entend dire qu'elle dissout l'histoire et lui fait

Glossaire

c'est le nom donné, dans les années 60, à un groupe d'intellectuels allemands (parmi lesquels T. W. Adorno et Max Horkheimer), réunis autour de l'Institut, fondé en 1923 et soutenu par le mécène Felix Weil. Elle est actuellement dirigée par le philosophe Axel Honneth et n'a cessé, depuis sa fondation, d'approfondir sa critique du capitalisme et de ses paradoxes.

perdre son sens, comme si le flot continu des informations nous empêchait de penser, et le rythme continu des images, d'appuyer sur pause. Ce qu'il nous arrive de prendre pour de la frénésie n'est redevable ici qu'à notre manière d'habiter le monde.

L'histoire s'emballait-elle ?

L'histoire est riche de constats amers sur l'emballement du temps. Elle est moins bavarde lorsqu'il lui faut reconnaître cette pluralité de rythmes temporels dans la vie sociale. Dans les *Affinités électives*, de Goethe, Edouard, le personnage principal, se lamente : « C'est assez désagréable [...] de ne pouvoir plus rien apprendre pour toute la vie ! Nos aïeux s'en tenaient aux enseignements qu'ils avaient reçus dans leur jeunesse : mais nous, il nous faut recommencer tous les cinq ans, si nous ne voulons pas être complètement démodés. » L'accé-

lération des connaissances est un poncif. Il est moins courant de parler de leur stagnation. Quand le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond évoque la panne de la physique quantique depuis le début du XX^e siècle, nul ne l'écoute. Et si des agriculteurs s'entêtent à replanter des haies, ils sont la risée de la FNSEA.

Le raccourcissement des intervalles entre les générations, le recyclage culturel accéléré dont se plaint Edouard, le personnage de Goethe, est à double tranchant. La lutte des âges n'est jamais univoque. La transmission des savoirs

et de la culture, voire des manières d'être, s'inscrit dans une temporalité voulue autant qu'aléatoire. L'accélération n'est jamais univoque. Le temps passe sa vie à bifurquer. Il n'est jamais linéaire.

Aujourd'hui, les voitures ralentissent, mais les lois sont votées de plus en plus vite. Les avions ne traversent plus l'Atlantique en trois heures, mais la justice rendue en temps réel est de plus en plus fréquente. Il n'y a évidemment aucun rapport entre le temps dans les transports et le temps dans l'administration judiciaire. Et c'est parce qu'il n'y en a aucun que la vitesse ne peut être considérée comme une valeur absolue.

Dans sa préface à son *Histoire du XIX^e siècle*, Michelet, âgé de 74 ans, remarquait à son tour, en 1872, qu'un des faits les plus graves et les moins remarquables, « c'est que l'allure du temps a tout à fait changé. Il a doublé le pas d'une manière étrange ». La vitesse à laquelle s'était propagée la révolution de 1848 en Europe avait de quoi surprendre. Et Michelet, c'est vrai, en fut étonné. Mais n'est-ce pas plutôt l'allure des hommes qui, tout à coup, avait changé, plutôt que l'allure du temps ?

L'idée que l'Histoire irait plus vite, et celle que la dynamique du capitalisme serait soumise à la tyrannie du temps réel, doivent être considérablement relativisées.

« L'intelligence est dans la décélération, mais il faut prendre les choses de vitesse », disait avec humour Jean Baudrillard. Peut-être ! Contentons-nous, pour l'heure, du paradoxe de l'« immobilité fulgurante ». Écoutons ce qu'il nous annonce de notre époque.

Mais n'attendons aucun grand maître de la synchronisation pour nous aider à ralentir... ■ P.P.

- (1) *Trop vite*, Albin Michel, 208 p., 15 €.
- (2) *Accélération*, La Découverte, 480 p., 27,50 €.
- (3) *Le Grand Accélérateur*, Galilée, 104 p., 17 €.
- (4) *L'invention du monde*, Sciences Po/Les Presses, 404 p., 30 €.